

Le Groupe

Société Générale



Premier semestre 2000



GROUPE

Activité et résultats du premier semestre 2000

Sommaire

- 2 Message du Président
- 4 Chiffres clés du premier semestre 2000
- 6 L'action Société Générale
- 8 Les points de repères du premier semestre 2000

Rapport de gestion du Groupe

- 12 Activité et résultats du Groupe
- 15 Activité et résultats des métiers

Comptes consolidés au 30 juin 2000

- 24 Bilans consolidés
- 26 Comptes de résultats consolidés
- 27 Évolution des capitaux propres et autres fonds propres
- 28 Notes annexes aux comptes consolidés
dont comptes sociaux (note 35)

- 53 Rapport des Commissaires aux comptes

- 54 Comité consultatif des actionnaires

- 55 Vos interlocuteurs

Disponible également sur internet : www.ir.socgen.com



Message du Président

Daniel Bouton

Président - Directeur général

Les résultats du 1^{er} semestre 2000 illustrent la capacité de rentabilité récurrente du groupe Société Générale et reflètent la pertinence de ses priorités stratégiques. Avec un résultat net de 1 635 millions d'euros, en progression de 28 % par rapport au 1^{er} semestre 1999, et un niveau de rendement des fonds propres de 26,6 %, la Société Générale s'installe dans le peloton de tête des banques les plus rentables d'Europe.

Alimentée par l'ensemble des grands métiers – banque de détail en France et à l'étranger, gestions d'actifs, banque d'investissement et de financement –, cette dynamique de croissance résulte d'actions de fond :

- le développement des fonds de commerce alliant croissance interne et externe : les acquisitions du Crédit du Nord, de Yamaïchi Asset Management, de Cowen, de Hambros ces dernières années, en complétant les positions industrielles de nos trois grands métiers, ont représenté un apport substantiel et profitable au développement du Groupe,
- l'amélioration de la productivité par la mise en œuvre d'actions permettant de mieux maîtriser les coûts comme par exemple la centralisation des achats,
- la réallocation des fonds propres prioritairement vers la banque de détail et la gestion d'actifs. Nous avons atteint avec un an d'avance l'objectif de ramener le montant alloué à la banque de financement et d'investissement au tiers des fonds propres totaux du Groupe.

Pour ce qui concerne les nouvelles technologies, la Société Générale considère que la capacité d'innovation et d'anticipation de son personnel constitue un atout clé dans un environnement en évolution rapide. La Société Générale a créé un Centre de coordination et d'expertise internet, elle encourage en son sein l'éclosion et le développement des "e-initiatives" individuelles selon un mode "start up". Cette politique volontaire était déjà à l'origine de la création de Fimatex qui vise aujourd'hui une place de premier rang en Europe dans un marché du courtage en ligne en plein décollage. Elle s'illustre aussi par l'émergence reconnue de notre filiale SG Cowen parmi les meilleures banques d'investissement de la nouvelle économie aux États-Unis.

Forte de ses atouts, de sa solidité financière et de ses partenariats européens, la Société Générale travaille à assurer un développement rentable de ses activités et à créer de la valeur pour ses actionnaires.

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, abstract shape.

Chiffres clés

du premier semestre 2000

Le premier semestre 2000 confirme l'amélioration de la rentabilité dégagée en 1999.

La Société Générale a atteint un niveau record de ROE annualisé de 26,6 % contre 24,3 % sur le premier semestre 1999. Ce semestre est caractérisé par un résultat élevé, en progression de 28 %, et une croissance soutenue de l'activité, enregistrée par tous les métiers.

GROUPE

données consolidées

	2000	1 ^{er} semestre 1999 ⁽¹⁾
RÉSULTATS (en millions d'euros)		
Produit net bancaire	7 058	5 844
Résultat brut d'exploitation	2 338	1 795
Résultat net	1 731	1 315
Résultat net part du Groupe	1 635	1 281
Banque de détail	536	390
Gestions d'actifs	134	85
Banque d'investissement et de financement	654	451
Gestion propre et autres	311	355
Bénéfice net par action (en euros)	4,1	3,1
ACTIVITÉ (en milliards d'euros)		
Total du bilan	459,1	440,2
Crédits clientèle	136,5	130,2
Dépôts clientèle	115,5	109,8
Actifs gérés	203,1	164,3
FONDS PROPRES (en milliards d'euros)		
Capitaux propres consolidés	12,8	11,0
Fonds propres consolidés	15,9	12,9
RATIOS DE SOLVABILITÉ		
Engagements pondérés Cooke (en milliards d'euros)	166,8	162,2
Ratio international de solvabilité (en %)	12,2	12,1 ⁽²⁾
dont ratio Tier One (en %)	8,4	7,4 ⁽²⁾
RATIOS FINANCIERS (en %)		
ROE annualisé	26,6	24,3
ROE des métiers	27,1	18,9
EFFECTIFS	69 595 ⁽³⁾	65 397

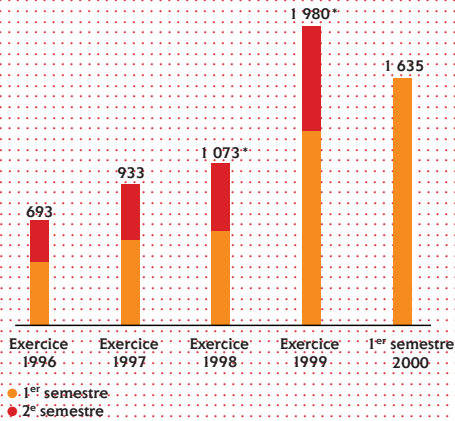
(1) Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

(2) Hors incidence de l'opération SG Paribas.

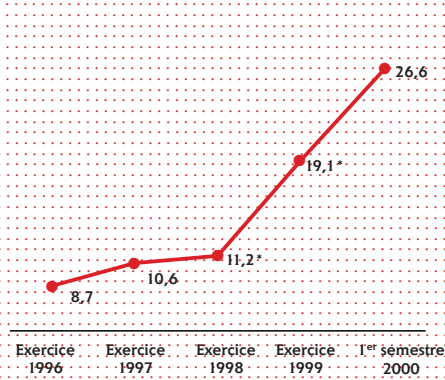
(3) La forte progression s'explique principalement par des changements de périmètre de consolidation. L'évolution à structure constante est de 250 personnes sur les 12 mois.

Amélioration continue de la rentabilité

Résultat net par du Groupe
en millions d'euros

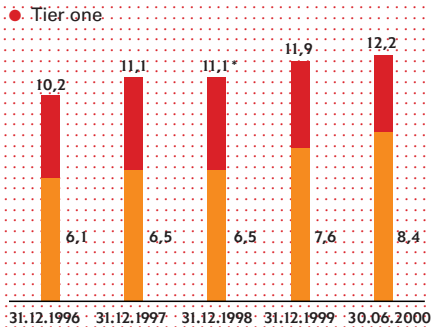


ROE
en %

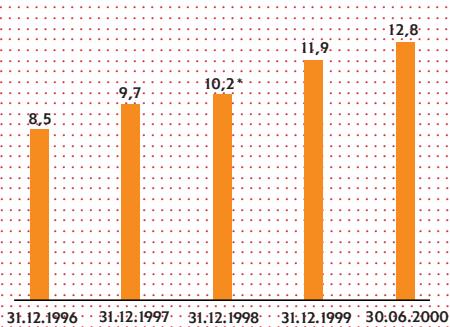


Structure financière renforcée

Ratio International de solvabilité
en %



Capitaux propres
en milliards d'euros

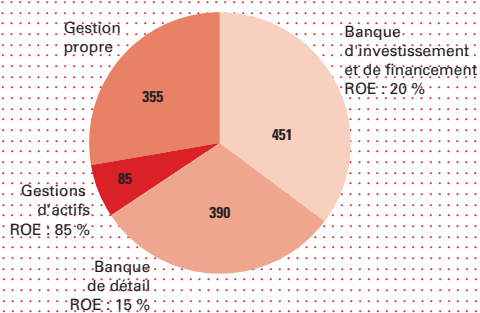


* Hors incidence de l'opération SG Paribas.

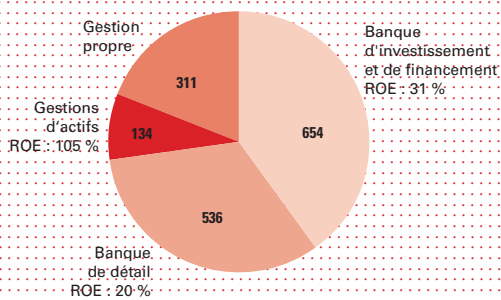
Croissance rentable des métiers

Résultats nets en millions d'euros

1^{er} semestre 1999 : 1 281 M EUR



1^{er} semestre 2000 : 1 635 M EUR



L'action

Société Générale

En application de la 16^e résolution de l'Assemblée générale du 18 avril 2000, la valeur nominale de l'action Société Générale a été divisée par quatre ; elle a ainsi été ramenée de 5 euros à 1,25 euro le 11 mai 2000.

ÉVOLUTION DU COURS

Sur le premier semestre 2000, le cours de l'action Société Générale a progressé de 9,1 % contre 3,4 % pour l'indice des banques européennes – le Dow Jones Euro Stoxx Bank index (voir ci-contre les graphiques comparés du cours de l'action Société Générale et des indices). Le dernier cours coté du semestre s'est établi à 63,0 euros le 30 juin 2000, le cours le plus haut de 67,8 euros a été enregistré le 6 juin 2000 et le plus bas de 47,9 euros le 10 février 2000.

Sur 12 mois, la hausse de l'action Société Générale a atteint + 47,5 %*, compte non tenu d'un dividende global de 9,30 euros (soit 2,325 euros après division par 4 du nominal) mis en paiement le 25 avril 2000.

Au 30 juin 2000, la capitalisation boursière de la Société Générale s'élevait à 26,6 milliards d'euros, ce qui la situait au 16^e rang des valeurs françaises et au 13^e rang des banques européennes de l'indice Dow Jones Stoxx Bank.

* Cours de clôture du 30.06.1999 : 42,72 euros, cours de clôture du 30.06.2000 : 63 euros.

CAPITAL SOCIAL

Au cours du premier semestre 2000, le capital social de la Société Générale s'est accru de 5,6 millions d'actions, soit une progression sur le semestre de 1,36 % contre 2,10 % sur l'année 1999.

Cet accroissement du nombre d'actions résulte de la création de :

– 5 389 594 actions souscrites par les salariés au titre du plan d'épargne : fonds E (Société Générale), fonds F (Sogenal) et fonds G (Crédit du Nord) ;

– 287 220 actions souscrites dans le cadre de plans d'options attribués par l'entreprise.

RÉPARTITION DE L'ACTIONNARIAT

En % du capital	30.06.00	31.12.99	30.06.99
Autocontrôle et autodétention	6,4	4,6	2,2
Salariés	8,9	8,5	9,4
Grands actionnaires	28,7	29,4	23,5
Investisseurs institutionnels	43,7	45,4	53,2
Grand public et assimilés	12,3	12,1	11,7

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES AU 30.06.2000

Actionnaires	% capital ⁽¹⁾	% droits de vote ⁽¹⁾
Fonds E des salariés de la Société Générale	7,77	11,80
Groupe CGNU	6,65	6,93
Autocontrôle et autodétention ⁽²⁾	6,37	–
BSCH	5,93	5,31
Meiji Life	3,25	5,83
AGF	2,80	4,46
Caisse des dépôts et consignations ⁽³⁾	2,67	3,60
Peugeot	2,14	3,59
Pernod Ricard	1,19	2,13
Alcatel	0,76	1,36

(1) Bases de référence au 30.06.2000 pour le calcul des pourcentages dans le capital et dans les droits de vote :

– nombre d'actions : 422 999 298,

– nombre de droits de vote : 472 364 298.

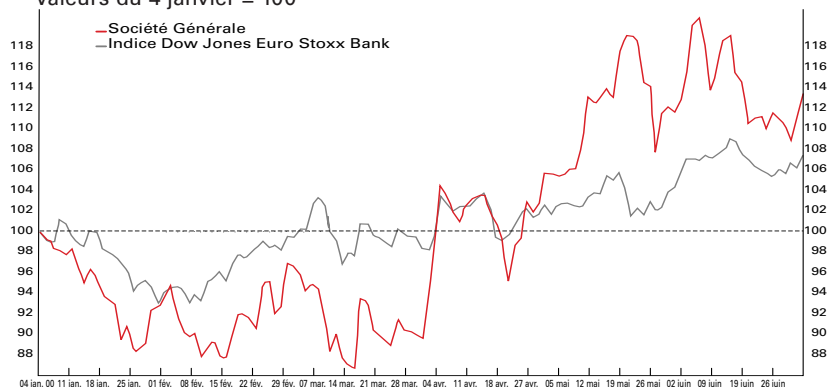
La base de référence pour les déclarations de franchissement de seuils est de 468 332 728 (nombre publié par le CMF le 1^{er} juin 2000).

(2) 26 944 279 actions.

(3) Pour le compte de sa section générale et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

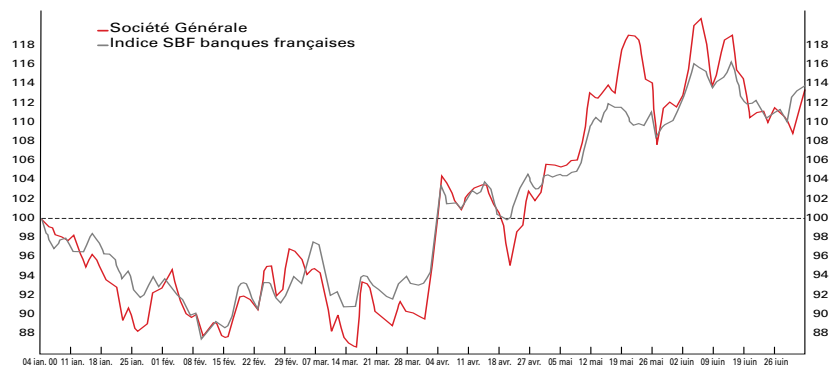
Action Société Générale et indice des banques européennes

Valeurs du 4 janvier = 100



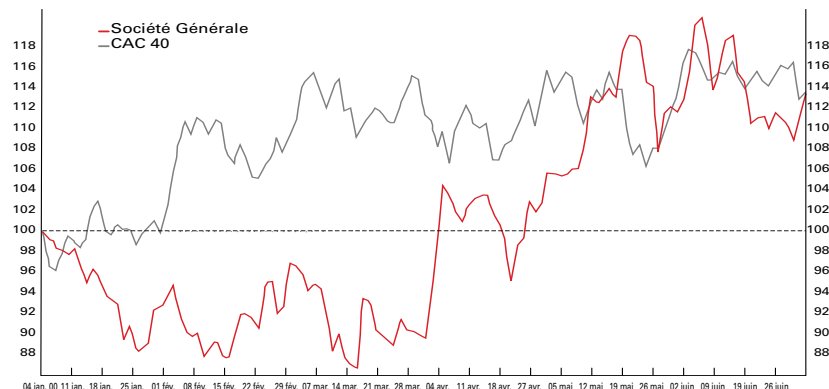
Action Société Générale et indice des banques françaises

Valeurs du 4 janvier = 100



Action Société Générale et indice CAC 40

Valeurs du 4 janvier = 100



Source : Reuters

DONNÉES BOURSIÈRES

Données retraitées après division du nominal

	30 juin 2000	30 juin 1999
Capital social		
Nombre de titres	422 999 298	415 838 824
Capitalisation boursière		
Milliards d'euros	26,6	17,8
Cours (en euros)		
	1 ^{er} semestre 2000	1 ^{er} semestre 1999
Plus haut	67,8	47,8
Plus bas	47,9	32,6
Dernier	63,0	42,7

L'action Société Générale est cotée à la Bourse de Paris (marché à règlement mensuel, groupe continu A, code valeur 13080). Elle se négocie également aux États-Unis sous forme de certificats d'action (ADR). Depuis le 15 février 2000, l'action Société Générale est cotée à la Bourse de Tokyo. Elle figure dans les indices CAC 40, Dow Jones Euro Stoxx 50 et MSCI Europe.

Les Points de repères

du premier semestre 2000

GROUPE

socgen.com La Société Générale a récemment transformé son site Groupe pour faciliter l'accès des internautes aux différents métiers et aux 81 sites du Groupe. Ce nouveau portail présente également les actions menées dans le cadre du mécénat musical et du sponsoring rugby par la Société Générale et propose un journal de la nouvelle économie.



ir.socgen.com, lancé parallèlement, est un site d'information sur le Groupe spécialement conçu pour les investisseurs et les actionnaires (cours de l'action, communiqués de presse, publications périodiques...).



BANQUE DE DÉTAIL

La Société Générale devient la première banque en France à offrir 6 canaux de banque à distance :

Minitel : plus de 12 millions de connexions au 1^{er} semestre 2000.

Les services vocaux, dont **Vocalia**, ont reçu sur cette période plus de 25 millions d'appels, soit + 16 % par rapport au 1^{er} semestre 1999.

Internet : le nombre d'utilisateurs effectifs est passé de 66 000 à fin décembre 1999 à 168 000 à fin juin 2000, chaque utilisateur ayant réalisé 7 connexions en moyenne par mois.

Il faut aussi y ajouter les 77 000 comptes de Fimatex à fin juin 2000 contre 30 000 à fin décembre 1999.



Wap : ce service ouvert le 22 juin permet la consultation de comptes, de plans d'épargne et de portefeuilles-titres par internet sur téléphone mobile sous protocole Wap ainsi que l'accès à la Bourse de Paris. La Société Générale propose une passerelle vers un bouquet de services pratiques : météo, circulation routière...

Messalia, ouvert le 28 juin, est un service d'information et d'alerte sur téléphone mobile ; il permet aux clients de recevoir des informations sur leurs comptes sous forme de messages SMS selon la périodicité choisie.



Télévision interactive Visualia : en collaboration avec Canal Satellite, Visualia permet aux clients depuis le 12 juillet de consulter leurs comptes sur leur écran de télévision en introduisant leur Carte bleue dans le décodeur.



logitelnet.socgen.com

societegenerale.fr, le nouveau site portail de la banque de détail donne accès à une large gamme d'espaces d'information et de services dédiés à la clientèle des particuliers (Espace Internet Particuliers), des entreprises (Espace Internet Entreprises), des associations et des professionnels.



voonoo.net. Depuis le 15 juin, la Société Générale est la seule banque en France à être, en son nom propre, fournisseur d'accès gratuit* à internet avec **VooNoo**, site généraliste d'informations et de services en ligne.

* Hors communication locale

Développement du réseau à l'étranger

Depuis le début de l'année, la banque de détail à l'étranger a poursuivi son développement :

– Avec l'ouverture de Société Générale Algérie, la Société Générale est la première banque française à avoir obtenu une licence bancaire dans ce pays ;

– Au Liban, notre filiale la Société Générale Libano-Européenne de Banque a poursuivi l'extension de son réseau en rachetant récemment l'Inaash Bank (16 agences) ; elle a également signé un accord pour augmenter sa participation dans le capital de la banque jordanienne, la Middle East Investment Bank Plc.

GESTIONS D'ACTIFS

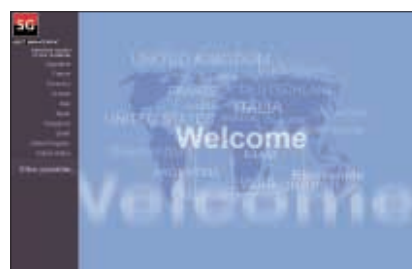
Forte progression des actifs gérés et des résultats

Les gestions d'actifs enregistrent un excellent premier semestre.

Pour la ligne-métier Gestion privée, les avoirs contrôlés augmentent de 18 % pour atteindre 37 milliards d'euros au 30 juin 2000.

Les actifs gérés de la Gestion mobilière progressent de 25 % par rapport à fin juin 1999 et s'élèvent à 166 milliards d'euros au 30 juin 2000. Cette forte progression reflète en particulier le succès des fonds profilés en France et des fonds multigérants de SG / Russell ainsi que la collecte de montants élevés au Royaume-Uni par SGAM UK et en Asie par SG Yamaïchi Asset Management.

Les résultats, quant à eux, enregistrent une forte augmentation sur le semestre, en progression de 81 % pour la Gestion privée et de 50 % pour la Gestion mobilière par rapport au 1^{er} semestre 1999.



Nouveau portail SG Asset Management

Lancé mi-juin, le portail **sgam.com** présente l'ensemble des services et produits dans 10 pays et 6 langues. Outre la présentation du Groupe, la partie française du site, **sgam.fr**, propose des espaces clients personnalisés : suivi de portefeuilles, conseil en placements, simulation de performances, reporting spécialisé, envoi de chroniques économiques, abonnement sur mesure qui en font un site unique en France.

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT

Développements "e"

Lancé récemment, sg-ib.com est le site dédié à l'offre dispensée par le groupe Société Générale en matière de banque d'investissement et de financement.



Projet de place de marché électronique paneuropéenne

La Société Générale et quatre partenaires, Banco Santander Central Hispano, Commerzbank, Royal Bank of Scotland et SanPaolo Imi, ont annoncé leur intention de créer sur internet une place de marché paneuropéenne dédiée aux activités de trésorerie et de marchés de capitaux, dont le lancement est prévu au printemps 2001.

Portail internet AluminiumFirst.com

La Société Générale est également partenaire de la *start-up* européenne à l'origine du projet de création d'un portail internet professionnel spécialisé dans le secteur de l'aluminium. Apportant son expertise financière dans le domaine des métaux de base, le groupe Société Générale sera le fournisseur exclusif de produits dérivés, de financements, de warrants du London Stock Exchange et d'opérations de change.



Marché en ligne pour l'énergie et les métaux

La Société Générale, Deutsche Bank, Goldman Sachs, Morgan Stanley Dean Witter, BP Amoco, Royal Dutch Shell et Total Fina Elf ont lancé en mars dernier la création d'"Intercontinental Exchange", un marché internet réservé aux matières premières négociées à l'échelle mondiale.

Service en ligne sur le marché des changes

Lancé en Asie, le site eFXtrade.com est un nouveau service en ligne permettant aux particuliers d'intervenir sur le marché des changes avec un accès aux cours et la possibilité de faire des transactions en temps réel.



Poursuite de l'innovation produit

Lancement du produit "HiTEC"

Le HiTEC "High Trigger Equity Convertible", nouveau produit créé et développé par SG, est une forme particulière d'OCEANE (obligations à option de conversion ou d'échange en actions nouvelles ou existantes). Deux émissions ont déjà été réalisées, pour Infogrames et pour Genset, société spécialisée dans la biotechnologie.

Éléments financiers



Rapport de gestion du Groupe

- 12 Activité et résultats du Groupe
- 15 Activité et résultats des métiers

Comptes consolidés au 30 juin 2000

- 24 Bilans consolidés
- 26 Comptes de résultats consolidés
- 27 Évolution des capitaux propres et autres fonds propres
- 28 Notes annexes aux comptes consolidés
dont comptes sociaux (note 35)

- 53 Rapport des Commissaires aux comptes

Rapport de gestion du Groupe

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'activité du Groupe s'est exercée au premier semestre 2000 dans un environnement économique et financier globalement favorable.

La croissance est restée très dynamique aux États-Unis. En Europe, la reprise amorcée lors de la seconde moitié de l'année dernière s'est confirmée, stimulée par une demande externe vigoureuse et une demande interne qui reste solide. Les écarts de croissance intra-zone se réduisent, l'Allemagne et l'Italie renouant avec des rythmes de croissance plus soutenus.

Le premier semestre 2000 consacre la sortie de crise des pays émergents mais des déséquilibres importants subsistent (besoin de capitaux très élevés en Amérique Latine par exemple). La Russie et les pays du Golfe ont bénéficié du

niveau élevé du prix du pétrole tout au long du premier semestre.

Sur le plan financier, le maintien de l'écart de croissance entre les États-Unis et la zone euro et les fortes sorties de capitaux européens se sont traduits par une nette dépréciation de l'euro par rapport au dollar. L'accélération de l'activité et la montée des pressions inflationnistes ont conduit, des deux côtés de l'Atlantique, les banques centrales à remonter leurs taux de refinancement. Celui de la BCE est ainsi passé de 3% fin 1999 à 4,25% en juin 2000 et celui de la Fed de 5,5% à 6,5%. La forte hausse des anticipations inflationnistes aux États-Unis a conduit, en tout début d'année, à une dégradation du marché obligataire qui s'est répercutée sur le marché obligataire européen. Durant le reste du semestre les marchés obligataires américain et européen ont bénéficié d'un phénomène de fuite vers la qualité suite à l'instabilité des marchés actions et aux perspectives de hausse des taux courts.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ

(en milliards d'euros)

	2000	30 juin 1999 ⁽⁴⁾	Variation %*
Actif			
Emplois de trésorerie et interbancaires	25,4	24,4	4,4
Crédits à la clientèle	136,5	130,1	4,9
Opérations sur titres ⁽¹⁾	194,4	207,4	(6,3)
<i>dont titres reçus en pension livrée</i>	67,6	71,5	(5,4)
Placements nets des compagnies d'assurance	31,3	25,8	21,0
Autres comptes financiers	66,7	47,7	39,9
<i>dont primes sur instruments conditionnels</i>	36,0	18,1	99,3
Valeurs immobilisées	4,8	4,8	0,5
Total actif	459,1	440,2	4,3
Passif			
Ressources de trésorerie et interbancaires ⁽²⁾	100,8	96,8	4,1
Dépôts à la clientèle	115,5	109,8	5,2
Dettes obligataires et subordonnées ⁽³⁾	24,0	25,0	(3,8)
Opérations sur titres	104,8	120,9	(13,4)
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	64,3	78,0	(17,6)
Autres comptes financiers	67,3	49,5	35,9
<i>dont primes sur instruments conditionnels</i>	37,0	18,8	97,1
Provisions techniques des compagnies d'assurance	30,8	25,3	21,9
Fonds propres et FRBG	15,9	12,9	23,2
<i>Fonds pour risques bancaires généraux</i>	0,3	0,3	0,0
Intérêts minoritaires	1,5	0,8	77,8
Actions de préférence	1,3	0,8	72,5
Capitaux propres part du Groupe	12,8	11,0	16,5
Total passif	459,1	440,2	4,3

* Variations calculées à partir des montants en millions d'euros.

(1) Y compris les titres reçus en pension livrée antérieurement classés en emplois interbancaires.

(2) Y compris les TCN émis antérieurement classés en dettes représentées par un titre.

(3) Y compris les TSDI.

(4) Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

L'application de la nouvelle méthodologie des comptes consolidés, à partir du 1^{er} janvier 2000, s'est traduite par l'intégration globale de sociétés auparavant consolidées par mise en équivalence. Il s'agit notamment de sociétés d'assurance (Sogecap, Sogessur...) et de promotion immobilière (Sogeprom).

De plus, au cours du 1^{er} semestre 2000, le Groupe a intégré globalement des filiales africaines (auparavant mises en équivalence) suite à l'augmentation de son taux de participation dans ces sociétés.

Les principales évolutions du bilan consolidé sont les suivantes :

- Les crédits à la clientèle s'élèvent au 30 juin 2000 à 136,5 milliards d'euros, en progression de 5 % par rapport au 30 juin 1999, dont 3 % à périmètre constant. Cette évolution traduit :
 - la croissance des encours sur les particuliers de 11%, tirée par les crédits à l'habitat qui progressent de 8% sur la période,
 - une progression plus faible des crédits aux entreprises qui traduit la poursuite de notre politique d'allocation sélective de fonds propres.
- L'encours des dépôts de la clientèle s'élève à 115,5 milliards d'euros au 30 juin 2000. Il progresse de 5% par rapport au 30 juin 1999 (+ 3 % à périmètre constant), tiré par la croissance des dépôts à vue et à terme des particuliers (+17%).

- Le portefeuille-titres s'élève à 194,4 milliards d'euros au 30 juin 2000, en diminution de 6 % par rapport au 30 juin 1999. Cette baisse recouvre une forte diminution du portefeuille obligataire (-16%) et une progression de 9% du portefeuille actions traduisant l'augmentation des activités commerciales et d'arbitrage des opérations de marché.

- Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 12,8 milliards d'euros au 30 juin 2000 contre 11,0 milliards d'euros au 30 juin 1999, en progression de 16,5 %. Cet accroissement provient :
 - des augmentations de capital : + 0,2 milliard d'euros, résultant essentiellement de l'augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise ;
 - du résultat de la période net de la distribution : 2,1 milliards d'euros ;
 - de la variation des titres d'autocontrôle et d'autodétention liée aux rachats d'actions : - 0,8 milliard d'euros ;
 - de l'incidence de la variation des écarts de conversion liée essentiellement à l'appréciation du dollar et de la livre sterling par rapport à l'euro : + 0,3 milliard d'euros.

Après la prise en compte du fonds pour risques bancaires généraux (0,3 milliard d'euros), des intérêts minoritaires (1,5 milliard d'euros) et des actions de préférence (1,3 milliard d'euros), les fonds propres globaux s'élèvent à 15,9 milliards d'euros.

Ils contribuent à un ratio international de solvabilité de 12,2% au 30 juin 2000. La part des fonds propres durs (Tier one) représente 8,4 % sur un total de 166,8 milliards d'euros d'engagements pondérés, en augmentation de 2,8 % par rapport au 30 juin 1999.

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2000	1999*	
Produit net bancaire	7 058	5 844	20,8
Frais de gestion	(4 720)	(4 049)	16,6
Résultat brut d'exploitation	2 338	1 795	30,3
Dotations nettes aux provisions	(282)	(386)	(26,9)
Résultat d'exploitation	2 056	1 409	(45,9)
Résultat sur actifs immobilisés	508	524	(3,1)
Résultat des sociétés mises en équivalence	1	33	(97,0)
Résultat extraordinaire	(9)	0	NS
Amortissement des survaleurs	(20)	(20)	0,0
Charge fiscale	(805)	(631)	27,6
Résultat net	1 731	1 315	31,6
Intérêts minoritaires	(96)	(34)	NS
Résultat net part du Groupe	1 635	1 281	27,6
ROE annualisé (en %)	26,6	24,3	
ROE des métiers (en %)	27,1	18,9	

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

Le résultat net du premier semestre s'élève à 1 635 millions d'euros, en progression de 28 % par rapport au 30 juin 1999. Le ROE annualisé du Groupe est également en progression : il atteint 26,6 % sur le 1^{er} semestre 2000 contre 24,3 % sur la même période de 1999.

Cette performance traduit la croissance de l'activité de tous les métiers et la poursuite du développement de leurs fonds de commerce.

RBE EN HAUSSE DE 30 %

Le PNB s'élève à 7 058 millions d'euros, en progression de 21 % (+ 14 % à périmètre et taux de change constants). Il est tiré notamment par les commissions (+ 27 %) qui représentent 35 % du PNB, contre 33 % sur le 1^{er} semestre 1999.

Les frais de gestion sont en augmentation de 17 %. A structure constante et hors incidence des rémunérations variables, la progression s'élève à 5,5 %, marquant un ralentissement par rapport à celle enregistrée sur le 1^{er} semestre 1999 (+ 6,3 %).

Le RBE atteint ainsi 2 338 millions d'euros, en progression de 30 % (+ 21 % à périmètre et taux de change constants) par rapport au 30 juin 1999.

UNE FAIBLE CHARGE DU RISQUE COMMERCIAL

La charge du risque s'élève à 282 millions d'euros, en diminution de 27 % par rapport à l'exercice précédent.

Cette évolution traduit à la fois le renforcement de la qualité de notre portefeuille de crédits et la bonne tenue de l'environnement économique, tant domestique qu'international.

Le Groupe a néanmoins maintenu un niveau de provisionnement prudent lui permettant de porter le taux de couverture global des encours non performants à 98,4 % au 30 juin 2000, contre 96,9 % au 31 décembre 1999.

RÉSULTAT SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

Le résultat sur actifs immobilisés s'élève à 508 millions d'euros au 30 juin 2000, en légère diminution (- 3 %) par rapport à la même période de 1999.

Ce résultat comprend les plus-values dégagées sur le portefeuille de participations industrielles ainsi que l'impact de la cession de la deuxième tranche du Crédit du Nord à Dexia (10%) et la plus-value dégagée suite à l'introduction en bourse de Fimatex. Par ailleurs, cette ligne enregistre l'effet du reclassement en portefeuille de placement et de la cession des *Bonds Brady* mexicains (cf. note 3 des notes annexes aux comptes consolidés).

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT

La charge fiscale atteint 805 millions d'euros, correspondant à un taux effectif d'impôt de 31,5%. Après amortissement des survaleurs à hauteur de 20 millions d'euros et la comptabilisation de 9 millions d'euros de charges exceptionnelles nettes, le résultat net s'élève à 1 731 millions d'euros.

Après prise en compte de 96 millions d'euros d'intérêts minoritaires, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 635 millions d'euros, en hausse de 28%. Ce résultat correspond à un bénéfice net par action de 4,1 euros (+ 30% par rapport au premier semestre 1999).

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DES MÉTIERS

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET DE LA RENTABILITÉ PAR MÉTIER

(en millions d'euros)

	Banque de détail		Gestions d'actifs		Banque d'investissement et de financement		Gestion propre et autres		Groupe	
	1 ^{er} semestre 2000	1 ^{er} semestre 1999*	1 ^{er} semestre 2000	1 ^{er} semestre 1999*	1 ^{er} semestre 2000	1 ^{er} semestre 1999*	1 ^{er} semestre 2000	1 ^{er} semestre 1999*	1 ^{er} semestre 2000	1 ^{er} semestre 1999*
Produit net bancaire	3 334	2 818	431	311	3 270	2 620	23	95	7 058	5 844
Frais de gestion	(2 282)	(2 077)	(217)	(175)	(2 154)	(1 709)	(67)	(88)	(4 720)	(4 049)
Résultat brut d'exploitation	1 052	741	214	136	1 116	911	(44)	7	2 338	1 795
Dotation nette aux provisions	(171)	(138)	0	0	(84)	(206)	(27)	(42)	(282)	(386)
Résultat d'exploitation	881	603	214	136	1 032	705	(71)	(35)	2 056	1 409
Résultat sur actifs immobilisés	32	0	0	0	18	8	458	516	508	524
Résultat des sociétés mises en équivalence	13	28	0	0	(16)	1	4	4	1	33
Résultat extraordinaire	0	0	0	0	0	0	(9)	0	(9)	0
Charge fiscale	(330)	(220)	(76)	(50)	(377)	(257)	(22)	(104)	(805)	(631)
Amortissement des survaleurs	0	0	0	0	0	0	(20)	(20)	(20)	(20)
Résultat net	596	411	138	86	657	457	340	361	1 731	1 315
Intérêts minoritaires	(60)	(21)	(4)	(1)	(3)	(6)	(29)	(6)	(96)	(34)
Résultat net part du Groupe	536	390	134	85	654	451	311	355	1 635	1 281
Fonds propres normatifs	5 353	5 085	256	199	4 165	4 514	2 542	740	12 315	10 539
ROE annualisé (en %)	20,0	15,3	104,5	85,2	31,4	20,0	24,5	95,9	26,6	24,3

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

La forte hausse des résultats et de la rentabilité du Groupe traduit les bonnes performances de l'ensemble des métiers :

- Le résultat de la Banque de détail progresse de 37 % et celui des Gestions d'actifs de 58 %.
- Les activités de Banque d'investissement et de financement affichent une rentabilité très élevée : le résultat, en progression de 45 % par rapport au premier semestre 1999, correspond à un ROE de 31 %, contre 20 % sur la même période de l'an passé.

La politique de réallocation des fonds propres, au profit des activités dont les revenus sont les plus récurrents, s'est poursuivie sur le 1^{er} semestre 2000 :

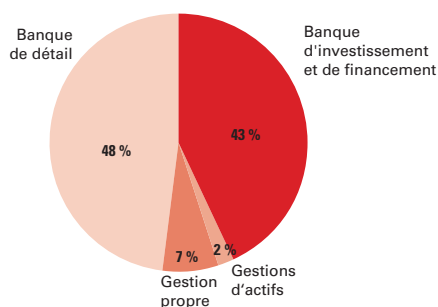
- Les fonds propres alloués à la Banque d'investissement et de financement ont diminué de 8 % entre le premier semestre 1999 (4,5 milliards d'euros) et le premier semestre 2000 (4,2 milliards d'euros) ; ils représentent aujourd'hui le tiers des fonds propres moyens du Groupe.

- Les fonds propres alloués à la Banque de détail et aux Gestions d'actifs représentent 45 % des fonds propres moyens du Groupe.

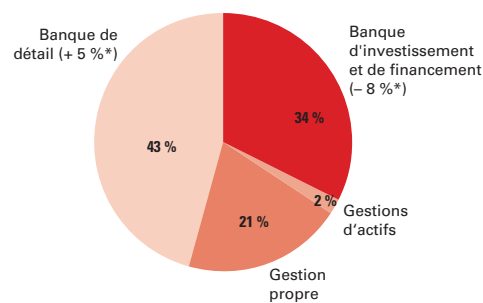
- La part relative des fonds propres non alloués aux métiers est passée de 7 % sur le 1^{er} semestre 1999 à 21 % sur le 1^{er} semestre 2000.

RÉPARTITION DES FONDS PROPRES MOYENS DU GROUPE

1^{er} semestre 1999 : 10,5 Md EUR



1^{er} semestre 2000 : 12,3 Md EUR



* Variation sur 12 mois.

LA BANQUE DE DÉTAIL

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2000	1999*	
Produit net bancaire	3 334	2 818	18,3
Frais de gestion	(2 282)	(2 077)	9,9
Résultat brut d'exploitation	1 052	741	42,0
Dotations nettes aux provisions	(171)	(138)	23,9
Résultat d'exploitation	881	603	46,1
Résultat sur actifs immobilisés	32	0	NS
Résultat des sociétés mises en équivalence	13	28	(53,6)
Charge fiscale	(330)	(220)	50,0
Résultat net	596	411	45,0
Intérêts minoritaires	(60)	(21)	NS
Résultat net part du Groupe	536	390	37,4
<i>Dont :</i>			
Réseau Société Générale	309	232	33,2
Réseau Crédit du Nord	59	47	25,5
Filiales spécialisées et services bancaires	112	82	36,6
Banque de Détail à l'étranger	56	29	93,1
Fonds propres normatifs	5 353	5 085	5,3
ROE (en %)	20,0	15,3	

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

La Banque de détail affiche un résultat net en forte progression (+ 37 %) et une rentabilité croissante (+ 5,3 points). Cette évolution traduit une forte croissance de l'activité et le niveau modéré de la charge du risque, le tout dans un environnement économique porteur.

UN RBE EN FORTE PROGRESSION

Sur le 1^{er} semestre 2000, le RBE atteint 1 052 millions d'euros, en augmentation de 42 % par rapport au 1^{er} semestre 1999 (à comparer à 11 % sur la même période de l'an passé).

La croissance soutenue des activités qui se traduit par une augmentation du PNB de 11 % et une augmentation des frais de gestion limitée à 5 % (à périmètre et taux de change constants) explique cette progression.

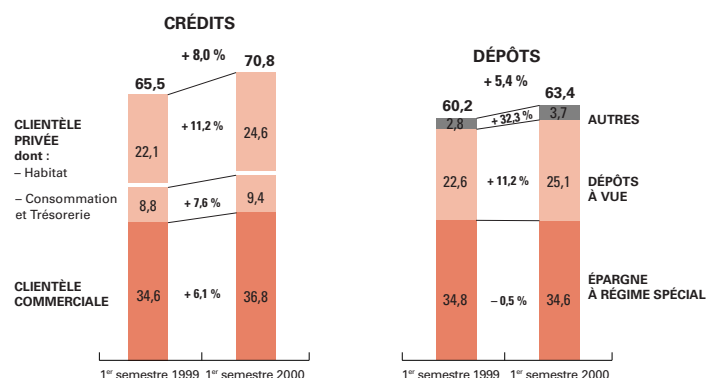
L'évolution du PNB trouve son origine dans la forte croissance des volumes et des commissions et bénéficie de la stabilisation de la marge d'intermédiation au niveau observé en 1999 (3,6 %).

En France :

- Les encours moyens de crédits sur la clientèle progressent de 8% tirés par les encours sur la clientèle privée (+ 10 %) grâce aux crédits à l'habitat (+ 11 %) et aux crédits à la consommation et de trésorerie (+ 8 %).
- Les encours sur la clientèle commerciale, pour leur part, progressent de 6 % tirés par les crédits des filiales spécialisées qui affichent une croissance de 18 %. Les encours aux grandes entreprises ont peu évolué du fait de notre politique sélective.
- La progression des encours moyens de dépôts (+ 5,4 %) enregistre la légère diminution des encours de l'épargne à régime spécial (- 0,5 %) qui est compensée par la progression des dépôts à vue (+ 11 %).

ÉVOLUTION DES CRÉDITS ET DES DÉPÔTS EN FRANCE

Encours moyens en milliards d'euros



La poursuite du développement du fonds de commerce se manifeste par une progression de 2,9 % des comptes à vue. Parallèlement, le nombre de produits rapporté au nombre de comptes à vue principaux passe de 6,2 à fin juin 1999 à 6,4 à fin juin 2000.

Cette évolution traduit une politique de développement et de fidélisation de la clientèle, à travers :

- l'élargissement de l'offre aux particuliers et aux professionnels qui s'est manifesté notamment par :

- le lancement en mars 2000 d'une nouvelle formule de prêt à la consommation prévoyant des possibilités de report d'échéance ou de révision des mensualités ;

- une offre groupée de banque au quotidien, spécialement destinée à la clientèle des 18-25 ans, qui connaît un succès rapide ;

- l'enrichissement de l'offre multicanale : la Société Générale est la seule banque en France à offrir, à ce jour, 6 canaux différents de banque à distance. Au cours du semestre, le Groupe a notamment :

- ouvert, le 22 juin 2000, un service Wap, permettant aux clients de consulter leurs comptes et leurs portefeuilles sur leur téléphone mobile via internet et leur donnant accès à la Bourse de Paris ;

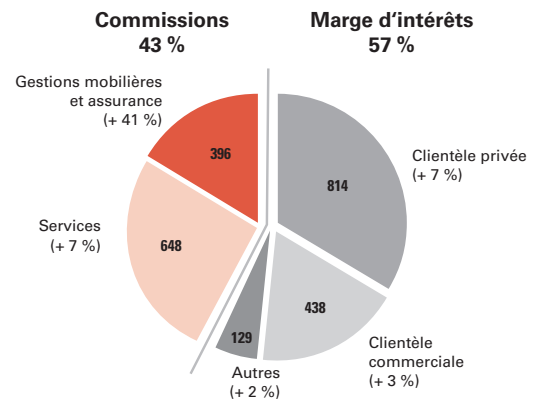
- lancé, le 28 juin 2000, le service d'information et d'alerte sur téléphone mobile "Messalia", permettant aux clients de recevoir des informations sur leurs comptes sous forme de messages écrits ;

- lancé le 12 juillet 2000, en collaboration avec Canal Satellite, un service de télévision interactive "Visualia", qui permet aux clients de consulter leurs comptes sur leur écran de télévision.

Dans la clientèle des réseaux Société Générale et Crédit du Nord, le nombre d'utilisateurs effectifs d'internet est passé de 66 000 à fin 1999 à 168 000 à fin juin 2000 avec 7 connexions par mois par utilisateur (en moyenne sur les 6 derniers mois). À ces utilisateurs, s'ajoutent les clients de Fimatex qui accélère son avance avec 77 000 comptes à fin juin 2000, contre 30 000 à fin décembre 1999. Par ailleurs, la Société Générale a été la première banque française à offrir, en son nom propre, un accès gratuit à internet avec "VooNoo".

DÉCOMPOSITION DU PNB DES RÉSEAUX EN FRANCE

En millions d'euros
(Variation sur 12 mois)



UNE CHARGE DU RISQUE MODÉRÉE

La maîtrise des risques et le bon environnement économique se traduisent par une faible charge du risque tout en autorisant un provisionnement prudent. La progression faciale des dotations nettes aux provisions provient de l'entrée dans le périmètre de la BRD et des filiales africaines.

UNE CROISSANCE DU RÉSULTAT ALIMENTÉE PARTOUTS LES RÉSEAUX

Le résultat progresse de 37 % grâce aux bonnes performances de tous les réseaux :

- le résultat du réseau Société Générale affiche une forte progression (33 %) qui se traduit par une rentabilité élevée (19,3 %) ;

- le Crédit du Nord poursuit sa croissance soutenue. Ses résultats augmentent de 26 % et sa rentabilité est de 6 points supérieure à celle du 1^{er} semestre 1999 ;

- les filiales spécialisées et services bancaires enregistrent une progression de 37 % de leurs résultats et leur ROE atteint près de 20 % ;

- la Banque de détail à l'étranger, qui bénéficie de l'intégration des acquisitions récentes (BRD, Expressbank), double son résultat à 56 millions d'euros et dégage une rentabilité de plus de 30 %.

LES GESTIONS D'ACTIFS

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2000	1999*	
Produit net bancaire	431	311	38,6
Frais de gestion	(217)	(175)	24,0
Résultat brut d'exploitation	214	136	57,4
Charge fiscale	(76)	(50)	52,0
Résultat net	138	86	60,5
Intérêts minoritaires	(4)	(1)	NS
Résultat net part du Groupe	134	85	57,6
<i>Dont:</i>			
Gestions mobilières	96	64	50,6
Gestion privée	38	21	81,0
Fonds propres normatifs	256	199	28,6
ROE (en %)	104,5	85,2	

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

Avec un résultat net de 134 millions d'euros, les Gestions d'actifs enregistrent un excellent premier semestre. Leur contribution représente plus de 8 % du résultat net du Groupe, contre 6,6 % au 1^{er} semestre 1999.

DES RÉSULTATS EN HAUSSE

À périmètre et taux de change constants, le PNB progresse de près de 40 % et les frais de gestion de 24 %. Le RBE atteint ainsi 214 millions d'euros, en augmentation de 57 %.

GESTIONS MOBILIÈRES : DES ACTIFS GÉRÉS EN FORTE PROGRESSION

Depuis fin juin 1999, les actifs gérés des Gestions mobilières ont progressé de 33,1 milliards d'euros dont 15,9 milliards de flux nets et 17,2 milliards résultant de la progression des valorisations, pour atteindre 166,3 milliards d'euros à fin juin 2000.

Le marché domestique des particuliers, dont les actifs gérés ont crû de 26 %, constitue une base solide : le Groupe conforte sa part de marché en OPCVM (13%) grâce notamment à la collecte de 4,6 milliards d'euros réalisée sur les fonds d'allocation d'actifs.

Les actifs gérés pour le compte d'investisseurs institutionnels représentent aujourd'hui 61 % des capitaux confiés au Groupe.

À l'étranger, la croissance des encours est globalement forte : doublement au Royaume-Uni, + 24 % en Asie.

La part des produits actions et diversifiés incluant les gestions alternatives demeure égale à celle des produits de taux.

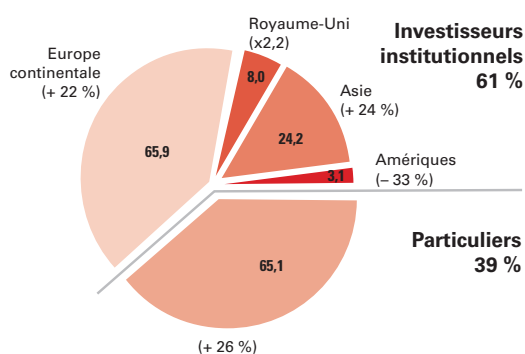
GESTION PRIVÉE : PROGRESSION SOUTENUE DES AVOIRS CONTRÔLÉS

Sur 12 mois, les avoirs contrôlés ont augmenté de 18 %, atteignant 36,8 milliards d'euros. La progression est de 63 % en Asie où ils atteignent 2,7 milliards d'euros et 23 % en France où ils s'élèvent à 8,5 milliards d'euros.

La part des avoirs en gestion sous mandat progresse de 30% pour atteindre 10,6 milliards d'euros. Ce type de gestion regroupe près de 30 % des avoirs contrôlés.

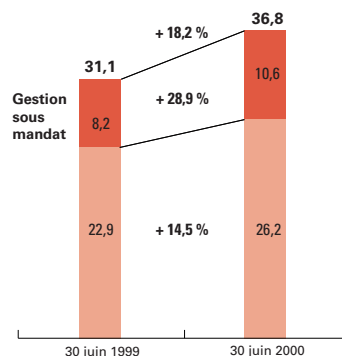
ACTIFS GÉRÉS AU 30 JUIN 2000

En milliards d'euros
(Variation sur 12 mois)



ÉVOLUTION DES AVOIRS CONTRÔLÉS

En milliards d'euros



LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2000	1999*	
Produit net bancaire	3 270	2 620	24,8
Frais de gestion	(2 154)	(1 709)	26,0
Résultat brut d'exploitation	1 116	911	22,5
Dotations nettes aux provisions	(84)	(206)	(59,2)
Résultat d'exploitation	1 032	705	46,4
Résultat sur actifs immobilisés	18	8	NS
Résultat des sociétés mises en équivalence	(16)	1	NS
Charge fiscale	(377)	(257)	46,7
Résultat net	657	457	43,8
Intérêts minoritaires	(3)	(6)	(50,0)
Résultat net part du Groupe	654	451	45,0
Fonds propres normatifs	4 165	4 514	(7,7)
ROE (en %)	31,4	20,0	

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

Les activités de banque d'investissement et de financement affichent un résultat net en progression de 45 % et un ROE de 31,4 %, contre 20,0 % sur le premier semestre 1999 qui constituait déjà une référence élevée.

À périmètre et taux de change constants, le PNB est en progression de 18 % alors que les frais de gestion augmentent de 19 % (7 % hors incidence des rémunérations variables). Le RBE est, par conséquent, en progression de 16 %. La diminution des dotations nettes aux provisions de 59 % traduit la forte

réduction de la charge du risque en Asie ainsi que l'évolution favorable du profil de risque du portefeuille de crédit.

Parallèlement, les fonds propres alloués à la banque d'investissement et de financement sont en contraction de 8 %.

La forte augmentation du résultat, qui atteint 654 millions d'euros et la contraction de la part des fonds propres affectés se traduisent par un ROE de 31,4 %.

LA BANQUE D'INVESTISSEMENT

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2000	1999*	
Produit net bancaire	2 645	1 956	35,2
Frais de gestion	(1 830)	(1 362)	34,4
Résultat brut d'exploitation	815	594	37,2
Dotations nettes aux provisions	(7)	7	NS
Résultat d'exploitation	808	601	34,4
Résultat sur actifs immobilisés	4	8	(50,0)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	4	NS
Charge fiscale	(292)	(219)	33,3
Résultat net	520	394	32,0
Intérêts minoritaires	0	(3)	NS
Résultat net part du Groupe	520	391	33,0
<i>Dont :</i>			
Actions et Conseil	513	242	NS
Taux, Change et Matières premières	7	149	(95,3)
Fonds propres normatifs	1 395	1 304	6,9
ROE (en %)	74,6	59,9	

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

La banque d'investissement affiche un résultat en forte croissance (+ 33 %) et une rentabilité record de 75 %.

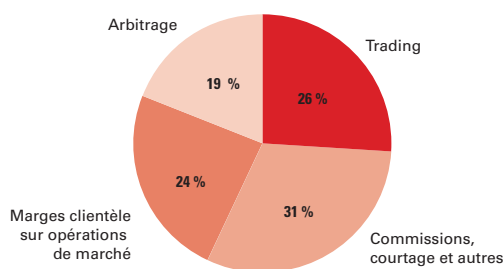
Ces performances proviennent essentiellement des excellents résultats de la ligne-métier Actions et Conseil dont le résultat double pour atteindre 513 millions d'euros :

- les revenus de l'activité primaire sont en forte progression (+ 32 %) grâce notamment à SG Cowen qui a enregistré une très forte activité dans les secteurs Technologie et Santé aux États-Unis avec 53 introductions en bourse pour un montant total de 14 milliards de dollars ;
- l'activité Distribution et Trading d'actions affiche une bonne progression des revenus sur les marchés européens (+ 35 %) et américain (doublement) ;
- la ligne Dérivés Actions enregistre sur le 1^{er} semestre des revenus équivalents à ceux de l'ensemble de l'année 1999. Ces résultats proviennent notamment de la poursuite de la création de produits structurés innovants (Altiplano, Etna) et du développement des activités d'arbitrage dont les revenus représentent 23 % du PNB de la ligne-métier Actions et Conseil.

Du fait d'un contexte de taux difficile, la ligne-métier Taux, Change et Matières premières a enregistré un premier semestre médiocre. De plus, son résultat net comptable a été affecté à hauteur de 51 millions d'euros par l'impact du reclassement en portefeuille de placement de la partie long terme de son portefeuille d'investissement. Hors cet impact, le résultat de 7 millions d'euros aurait été de 58 millions d'euros sur la période (contre 149 millions en 1999).

STRUCTURE DES REVENUS DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT

PNB = 2 724 M EUR *



* Avant reclassement du portefeuille d'investissement

Ces performances s'accompagnent de développements de projets internet pour lesquels un "incubateur", regroupant une quarantaine de personnes, a été créé. Sur le semestre, ces développements se sont illustrés, notamment, par :

- la participation à un projet de place de marché électronique paneuropéenne dédiée à la trésorerie et aux marchés de capitaux avec BSCH, Commerzbank, SanPaolo Imi et RBS ;
- la création d'une plate-forme transactionnelle à l'échelle mondiale de trading OTC de matières premières (métaux précieux, gaz, électricité, pétrole, produits raffinés...), en partenariat avec trois grandes compagnies pétrolières (BP Amoco, Royal Dutch Shell et Total Fina Elf) ainsi que des établissements financiers (Deutsche Bank, Goldman Sachs, Morgan Stanley Dean Witter);

- la participation, en tant que partenaire et fournisseur exclusif de produits financiers, à la place de marché verticale "AluminiumFirst.com".

La Société Générale a continué, par ailleurs, de développer des sites qui lui restent propres :

- le site "warrants.socgen.com" qui présente la particularité d'offrir des informations sur les warrants de la Société Générale à des clients situés sur quatre continents différents. Disponible en neuf langues, il offre également des cotations Reuters en temps réel ;
- le site "eFXtrade", lancé en Asie, permet aux particuliers d'intervenir sur le marché des changes.

BANQUE DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation
	2000	1999*	%
Produit net bancaire	625	664	(5,9)
Frais de gestion	(324)	(347)	(6,6)
Résultat brut d'exploitation	301	317	(5,0)
Dotations nettes aux provisions	(77)	(213)	(63,8)
Résultat d'exploitation	224	104	NS
Résultat sur actifs immobilisés	14	0	NS
Résultat des sociétés mises en équivalence	(16)	(3)	NS
Charge fiscale	(85)	(38)	NS
Résultat net	137	63	NS
Intérêts minoritaires	(3)	(3)	0,0
Résultat net part du Groupe	134	60	NS
<i>Dont :</i>			
Financements structurés	112	105	6,7
Banque commerciale	22	(45)	NS
Fonds propres normatifs	2 770	3 210	(13,7)
ROE (en %)	9,7	3,7	

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

• Le RBE de l'activité de financement à valeur ajoutée est en léger retrait par rapport à 1999 en raison d'un démarrage un peu plus lent et d'un contexte économique difficile pour l'activité *high yield*; son ROE s'établit à 15,9 %, notamment grâce à un coût du risque historiquement faible.

Au cours du 1^{er} semestre 2000, la Société Générale a été chef de file d'un crédit export aux Chantiers de l'Atlantique mis en place pour le financement de deux paquebots de croisière, pour un montant de 650 millions de dollars. Le Groupe a éga-

lement été co-arrangeur et agent du financement de 30 milliards d'euros pour l'acquisition d'Orange par France Telecom.

• La banque commerciale a poursuivi les réductions de ses encours de crédits (- 32 %). La baisse des frais de gestion (-27 %), plus rapide que celle du PNB (- 15 %), et la forte diminution des provisions (- 62 %) se traduisent par un résultat positif (22 millions d'euros) contre une perte de 45 millions d'euros sur le premier semestre 1999.

GESTION PROPRE*(en millions d'euros)*

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2000	1999*	
Produit net bancaire	23	95	(75,8)
Frais de gestion	(67)	(88)	(23,9)
Résultat brut d'exploitation	(44)	7	NS
Dotations nettes aux provisions	(27)	(42)	(35,7)
Résultat d'exploitation	(71)	(35)	NS
Résultat sur actifs immobilisés	458	516	(11,2)
Résultat des sociétés mises en équivalence	4	4	0,0
Résultat extraordinaire	(9)	0	NS
Amortissement des survaleurs	(20)	(20)	0,0
Charge fiscale	(22)	(104)	(78,8)
Résultat net	340	361	(5,8)
Intérêts minoritaires	(29)	(6)	NS
Résultat net part du Groupe	311	355	(12,4)

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

Sur le semestre, le résultat net de la gestion propre est en léger recul par rapport à 1999 (-12% à 311 millions d'euros), en raison principalement de l'incidence du reclassement en portefeuille de placement et de la cession des *Bonds Brady* mexicains (cf. note 3 des notes annexes aux comptes consolidés). La plus-value dégagée par l'introduction en bourse de Fimatex et le

résultat de cession de la 2^e tranche du Crédit du Nord ont, par ailleurs, compensé la réduction du niveau des plus-values enregistrées sur le portefeuille de participations industrielles. Les plus-values latentes de ce portefeuille sont passées de 1,6 milliard d'euros au 31 décembre 1999 à 1,8 milliard d'euros au 30 juin 2000.

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS POST-CLÔTURE

Le 10 juillet 2000, la Société Générale et Sophia (société foncière) ont signé un protocole d'accord visant à renforcer chacun des signataires dans les métiers qu'il souhaite développer : pour la Société Générale, le crédit-bail immobilier, et pour Sophia, la gestion locative. Les incidences financières de cet accord seront enregistrées, pour l'essentiel, dans les comptes du second semestre 2000.

Il s'agit principalement de l'apport par la Société Générale de 76 immeubles d'une valeur de 660 millions d'euros à Sophia, dont le Groupe détiendra 28 % du capital au terme de l'opération. Pour sa part, Sophia cède à la Société Générale 51 % du capital de Sophia-bail et lui confie la gestion de l'ensemble de son portefeuille de crédit-bail immobilier.

PERSPECTIVES

Pour le reste de l'année 2000, les perspectives d'évolution du groupe Société Générale demeurent positives :

- la conjoncture économique et financière devrait rester porteuse dans les zones géographiques d'implantation du Groupe ;

- aucun événement marquant connu à ce jour ne devrait avoir un impact significatif sur nos résultats au second semestre.

Rappelons toutefois que, traditionnellement, le résultat du second semestre du groupe Société Générale est inférieur à celui du premier semestre.

Comptes consolidés

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIF

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999*	31 décembre 1999*
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	6 074	5 428	6 735
Créances sur les établissements de crédit (Note 2)	56 978	68 176	55 009
Effets publics et valeurs assimilées (Note 3)	31 039	34 432	31 662
Obligations et autres titres à revenu fixe (Note 3)	49 177	61 013	57 943
Actions et autres titres à revenu variable (Note 3)	40 880	37 429	40 664
Opérations avec la clientèle (Note 4)	155 113	141 937	143 498
Opérations de crédit-bail et de location assimilées (Note 5)	11 425	10 499	11 059
Placements nets des entreprises d'assurance (Note 6)	31 251	25 825	28 324
Titres de participation et de filiales non consolidées (Note 7)	5 648	2 996	3 707
Participations dans les entreprises mises en équivalence (Note 30)	332	523	577
Immobilisations corporelles et incorporelles (Note 8)	4 034	3 817	3 883
Écarts d'acquisition actif (Note 9)	456	457	452
Autres actifs et comptes de régularisation (Note 10)	66 699	47 668	52 032
Total	459 106	440 200	435 545

HORS BILAN

Engagements de financement donnés (Note 18)	89 989	84 020	86 685
Engagements de garantie donnés (Note 18)	35 966	33 389	36 065
Engagements donnés sur titres	19 642	13 347	6 869
Opérations en devises	313 313	303 368	271 713
Engagements sur instruments financiers à terme (Note 19)	5 384 524	4 431 959	4 902 305
Engagements donnés de l'activité d'assurance	331	165	231

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des comptes consolidés.)

* Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

PASSIF*(en millions d'euros)*

	2000	30 juin 1999*	31 décembre 1999*
Banques centrales, comptes courants postaux	2 023	1 235	451
Dettes envers les établissements de crédit (Note 11)	84 171	98 228	87 604
Opérations avec la clientèle (Note 12)	153 562	152 012	156 782
Dettes représentées par un titre (Note 13)	55 446	49 705	46 422
Provisions techniques des entreprises d'assurance (Note 14)	30 808	25 272	27 847
Autres passifs et comptes de régularisation (Note 15)	105 358	89 705	91 457
Écarts d'acquisition passif (Note 9)	39	39	49
Provisions pour risques et charges (Note 16)	2 373	2 701	2 195
Dettes subordonnées (Note 17)	9 402	8 380	8 568
Fonds pour risques bancaires généraux	366	366	366
Actions de préférence	1 337	775	796
Intérêts minoritaires	1 433	806	1 104
Capitaux propres			
Capital souscrit	529	520	522
Prime d'émission	3 488	3 237	3 263
Actions d'autocontrôle	(928)	(162)	(476)
Réserves consolidées	8 064	6 100	6 273
Résultat de l'exercice après incidence de l'opération SG Paribas	1 635	1 281	2 322
Sous-total	12 788	10 976	11 904
Total	459 106	440 200	435 545

HORS BILAN

Engagements de financement reçus	1 567	1 279	7 516
Engagements de garantie reçus	19 870	17 690	15 900
Engagements reçus sur titres	19 825	16 716	10 700
Opérations en devises	313 625	302 970	269 467
Engagements reçus de l'activité d'assurance	97	71	73

*(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des comptes consolidés.)*** Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.*

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Année
	2000	1999*	1999*
Produits nets d'intérêts relatifs aux :			
Opérations avec les établissements de crédit (Note 20)	(1 132)	(1 415)	(2 647)
Opérations avec la clientèle (Note 21)	1 834	1 848	3 517
Obligations et autres titres à revenu fixe	716	1 589	2 537
Autres intérêts et produits assimilés	46	(220)	(278)
Opérations de crédit-bail et de location (Note 22)	396	412	793
Sous-total	1 860	2 214	3 922
Revenus des titres à revenu variable (Note 23)	139	117	244
Rémunération versée sur actions de préférence	(46)	(28)	(57)
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	1 953	2 303	4 109
Produits nets des commissions (Note 24)	2 437	1 916	3 877
Résultat net des opérations financières (Note 25)	2 414	1 342	2 879
Autres produits nets d'exploitation	254	283	544
Dont marge brute des activités d'assurance (Note 26)	50	56	123
Dont produits nets des autres activités (Note 27)	64	127	168
Produit net bancaire	7 058	5 844	11 409
Frais de personnel (Note 28)	(2 944)	(2 459)	(4 915)
Autres frais administratifs	(1 548)	(1 395)	(2 958)
Dotations aux amortissements	(228)	(195)	(411)
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	(4 720)	(4 049)	(8 284)
Résultat brut d'exploitation	2 338	1 795	3 125
Coût du risque (Note 29)	(282)	(386)	(723)
Résultat d'exploitation	2 056	1 409	2 402
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence (Note 30)	1	33	61
Gains et pertes sur actifs immobilisés (Note 31)	508	524	939
Résultat courant avant impôt	2 565	1 966	3 402
Résultat exceptionnel (Note 32)	(9)	–	(151)
Impôts sur les bénéfices (Note 33)	(805)	(631)	(1 148)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(20)	(20)	(37)
Résultat net avant incidence de l'opération SG Paribas	1 731	1 315	2 066
Intérêts minoritaires	(96)	(34)	(86)
Résultat net part du Groupe avant incidence de l'opération SG Paribas	1 635	1 281	1 980
Provision SG Paribas nette des coûts de l'OPE	–	–	342
Résultat net part du Groupe après incidence de l'opération SG Paribas	1 635	1 281	2 322
Résultat net part du Groupe, par action en euros ⁽¹⁾	4,10	3,15	4,92

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des comptes consolidés.)

*Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

(1) Le bénéfice net par action est présenté pour l'année 1999 sur la base d'un nombre d'actions d'une valeur nominale de 1,25 euro et avant incidence de l'opération SG Paribas.

ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES ET AUTRES FONDS PROPRES

(en millions d'euros)

	Capital et primes d'émission ⁽¹⁾	Auto- contrôle ⁽²⁾	Réserves	Réserves de réévaluation et réestimation	Capitaux propres
Bilan au 30 juin 1999	3 757	(162)	6 944	437	10 976
Augmentation de capital	28	–	–	–	28
Bénéfice de la période	–	–	1 041	–	1 041
Distribution de dividendes	–	–	–	–	–
Réserves de réévaluation et de réestimation	–	–	–	(7)	(7)
Autocontrôle	–	(314)	–	–	(314)
Écart de conversion et autres	–	–	180	–	180
Bilan au 31 décembre 1999	3 785	(476)	8 165	430	11 904
Augmentation de capital ⁽¹⁾	223	–	–	–	223
Bénéfice de la période	–	–	1 635	–	1 635
Distribution de dividendes	–	–	(609)	–	(609)
Réserves de réévaluation et de réestimation	–	–	–	(6)	(6)
Autocontrôle ⁽²⁾	–	(452)	–	–	(452)
Écart de conversion et autres ⁽⁴⁾	–	–	84	–	84
Imputation des écarts d'acquisition ⁽¹⁾	9	–	–	–	9
Bilan au 30 juin 2000	4 017	(928)	9 275	424	12 788

(en millions d'euros)

	Capitaux propres	Fonds pour risques bancaires généraux	Intérêts minoritaires	Actions de préférence ⁽³⁾	Fonds propres
Bilan au 30 juin 1999	10 976	366	806	775	12 923
Augmentation de capital	28	–	–	–	28
Bénéfice de la période	1 041	–	53	–	1 094
Distribution de dividendes	–	–	(1)	–	(1)
Réserves de réévaluation et de réestimation	(7)	–	–	–	(7)
Autocontrôle	(314)	–	–	–	(314)
Écart de conversion et autres	180	–	246	21	447
Bilan au 31 décembre 1999	11 904	366	1 104	796	14 170
Augmentation de capital ⁽¹⁾	223	–	–	–	223
Bénéfice de la période	1 635	–	96	–	1 731
Distribution de dividendes	(609)	–	(87)	–	(696)
Réserves de réévaluation et de réestimation	(6)	–	–	–	(6)
Autocontrôle ⁽²⁾	(452)	–	–	–	(452)
Écart de conversion et autres ⁽⁴⁾	84	–	320	541	945
Imputation des écarts d'acquisition ⁽¹⁾	9	–	–	–	9
Bilan au 30 juin 2000	12 788	366	1 433	1 337	15 924

(1) Au 30 juin 2000, le capital de la Société Générale entièrement libéré s'élève à 528 749 122 euros et se compose de 422 999 298 actions d'une valeur nominale de 1,25 euro suite à la division du nominal de l'action par 4.

La Société Générale a procédé sur le 1^{er} semestre 2000 aux augmentations de capital suivantes, représentant un total de 71 millions d'euros assorties d'une prime d'émission de 215,7 millions d'euros :

- 6,7 millions d'euros souscrits par les salariés adhérents au Plan d'épargne d'entreprise avec une prime d'émission de 210,7 millions d'euros,
- 0,4 million d'euros résultant de l'exercice par les salariés d'options attribuées par le Conseil d'administration assortis d'une prime d'émission de 5 millions d'euros.

Les survaleurs relatives aux acquisitions financées par conversion en actions des obligations convertibles émises en mai 1993 ont été imputées en 1998 sur la prime d'émission dégagée par cette augmentation de capital, selon un prorata égal au rapport entre le montant de l'augmentation de capital et le prix total d'acquisition : 32,3 millions d'euros ont été imputés au titre de l'acquisition de Yamaichi, et 352,9 millions d'euros au titre de l'acquisition de Cowen. La survaleur imputée aux fonds propres relative à Cowen a été ajustée de 9,4 millions d'euros suite à la cession d'actifs à l'extérieur du Groupe. Si ces survaleurs n'avaient pas été ainsi imputées sur les capitaux propres, elles auraient été inscrites à l'actif du bilan consolidé et auraient fait l'objet d'une dotation aux amortissements de 18,15 millions d'euros au titre du 30 juin 2000.

(2) Au 30 juin 2000, les 23 453 079 actions détenues par les sociétés du Groupe à des fins d'autocontrôle ou de gestion active des fonds propres, pour un montant de 927,5 millions d'euros, représentent 5,54 % du capital de la Société Générale.

Les produits de dividendes (13,9 millions d'euros) attachés à ces titres et comptabilisés au cours de la période par les filiales détentrices ont été éliminés des résultats consolidés.

(3) En 1997, la Société Générale a réalisé aux États-Unis, par l'intermédiaire de sa filiale SocGen Real Estate Company llc, une émission de 800 millions de dollars d'actions de préférence.

Au cours du 1^{er} semestre 2000, la Société Générale a renouvelé l'opération en réalisant, par l'intermédiaire de sa filiale SG Capital Trust, une émission de 500 millions d'euros.

Ces actions de préférence sont incluses dans le Tier one des fonds propres prudentiels.

(4) Au 30 juin 2000, les écarts de conversion relatifs aux succursales étrangères des banques du Groupe ainsi qu'aux sociétés consolidées incluses dans la zone euro, s'élèvent à – 4 millions d'euros.

Notes annexes

aux comptes consolidés

NOTE 1

PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

De nouvelles règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés s'appliquent aux établissements de crédit français depuis le 1^{er} janvier 2000, avec la mise en application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière. Elles sont sans incidence sur le résultat net et les capitaux propres part du Groupe.

Les comptes consolidés du groupe Société Générale relatifs au premier semestre 2000 ont été établis conformément aux dispositions de ce règlement, en procédant aux opérations habituelles d'inventaire permettant d'évaluer les actifs et les passifs en date du 30 juin 2000. En particulier, les produits et charges rattachés à la période semestrielle ont été déterminés en respectant le principe de séparation des exercices.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions de l'avis n° 00-08 du Conseil national de la comptabilité relatif aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du CRBF.

Les chiffres relatifs aux périodes antérieures au 1^{er} janvier 2000 ont été retraités conformément à ces nouvelles dispositions réglementaires, à des fins de comparabilité.

Les principales modifications apportées par ces nouveaux textes aux règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés du Groupe sont exposées ci-après. La description détaillée de ces règles sera présentée en annexe aux comptes consolidés annuels. Les principes comptables applicables aux états financiers qui restent inchangés sont décrits dans le Rapport annuel 1999.

MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Intégration globale

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive (ce contrôle est présumé dès lors que le Groupe possède plus de 50 % des droits de vote de la filiale) ayant une activité à caractère financier, auxquelles s'ajoutent désormais les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires ou financières ou relève d'activités connexes (assurance, promotion immobilière, location-vente de matériel informatique, location de véhi-

cules, négoce de pétrole), et qui étaient antérieurement mises en équivalence conformément aux dispositions réglementaires applicables jusqu'au 31 décembre 1999.

En application des dispositions du règlement CRC n° 99-07, les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du Groupe (notamment pour les activités d'assurance).

Intégration proportionnelle

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Mise en équivalence

Elle s'applique aux entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Il s'agit en principe des participations dont le pourcentage de contrôle est compris entre 20 % et 50 %.

PRINCIPAUX RETRAITEMENTS EFFECTUÉS DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition dégagés sur les opérations de croissance externe réalisées avant le 1^{er} janvier 2000 et financées par augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission selon un prorata égal au rapport entre le montant de l'augmentation de capital et le prix total d'acquisition. Le règlement 99-07 ne permet plus d'appliquer ce traitement aux opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2000, mais n'impose toutefois pas un retraitement rétroactif des opérations antérieures.

En cas de cession totale ou partielle des entreprises ainsi acquises, l'écart d'acquisition correspondant, originellement imputé sur les capitaux propres, vient corriger la plus ou moins-value de cession dans le résultat consolidé, sous déduction des amortissements qui auraient été pratiqués jusqu'à la date de cession si cet écart avait été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS DE SYNTHÈSE

De nouvelles lignes ont été introduites dans le bilan et le hors bilan pour présenter les actifs, passifs et engagements spécifiques des activités d'assurance. Il s'agit notamment des placements détenus par les compagnies d'assurance filiales du Groupe en représentation de leurs engagements techniques, des provisions techniques, et de la part des réassureurs dans ces mêmes provisions. Une ligne spécifique a également été introduite dans le compte de résultat, au sein de l'agrégat Produit net bancaire : il s'agit de la marge brute des activités d'assurance, formée principalement des primes et cotisations acquises, des charges de prestations comprenant les variations de provisions, et des produits nets des placements.

Les marges brutes des autres activités non bancaires réalisées par des filiales intégrées globalement (promotion immobilière, location-vente de matériel informatique, location de véhicules, négoce de pétrole) sont également classées dans le Produit net bancaire.

Le résultat sur actifs immobilisés regroupe les plus ou moins-values de cession ainsi que les dotations nettes aux provisions sur titres de participation, titres d'investissement, et immobilisations d'exploitation. Les résultats sur immobilisations hors exploitation (essentiellement les actifs immobiliers à caractère patrimonial) sont désormais classés au sein du Produit net bancaire.

Le coût net du risque se limite aux dotations nettes aux provisions pour risques de contrepartie, risques-pays, et litiges. Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultats correspondantes. Les provisions pour intérêts impayés sont reclassées en diminution de la marge d'intérêts.

Le résultat exceptionnel se limite désormais aux produits et charges encourus par le Groupe, ayant un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant et ne relevant pas de l'activité courante du Groupe. Les charges liées aux restructurations internes au Groupe ont ainsi été reclassées parmi les charges générales d'exploitation, et les plus ou moins-values de cession de titres de filiales consolidées ont été reclassées en résultat net sur actifs immobilisés.

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Actions Société Générale détenues par le Groupe

Conformément aux dispositions de l'avis n° 00-05 du Conseil national de la comptabilité relatif à la comptabilisation des actions propres détenues par une entreprise relevant du CRBF, les actions Société Générale acquises en vue de leur attribution aux salariés sont inscrites en titres de placement (actions propres) à l'actif du bilan.

Les actions Société Générale détenues dans le cadre d'un soutien de cours ou d'opérations d'arbitrage sur indice CAC 40 sont présentées parmi les titres de transaction.

Les autres actions Société Générale, et en particulier celles qui sont détenues par certaines sociétés du Groupe à des fins d'autocontrôle ou à des fins d'annulation, sont immobilisées et portées en minoration du capital et des réserves pour la détermination des capitaux propres.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend 412 sociétés au 30 juin 2000 :

- 390 sociétés intégrées globalement,
- 1 société intégrée proportionnellement,
- 21 sociétés mises en équivalence.

La société Coprim, détenue à hauteur 40,02 %, n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation, le groupe Société Générale n'exerçant pas sur cette société une influence notable mais assurant seulement à son égard le rôle d'un partenaire purement financier. Les actifs détenus par le Groupe sur Coprim ont été raisonnablement évalués au 30 juin 2000.

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2000, par rapport au périmètre en vigueur pour les arrêtés au 31 décembre 1999 et au 30 juin 1999, sont les suivantes :

- Au cours du premier semestre 2000, la Société Générale a pris le contrôle de SG Marocaine de Banques, de SGB Cameroun, de SG de Banques au Sénégal, Société Générale de Banques en Côte-d'Ivoire et de Sogelease Maroc à hauteur de respectivement 52 %, 43 %, 51 %, 55 % et 71 %. Ces sociétés, consolidées par mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 1999, sont désormais consolidées par intégration globale.
- Au cours du premier semestre 2000, la société Fimatex, filiale consolidée par intégration globale a été introduite en Bourse, ramenant le taux de détention du groupe Société Générale de 100 % à 75 %.
- Au cours du premier semestre 2000, le Groupe a pris l'intégralité du contrôle de la société SCA Validès, société détentrice de titres Carrefour-Promodès.
- La Société Générale a cédé 20 % de sa participation dans le Crédit du Nord au groupe Dexia, dont 10 % fin 1999 au Crédit Local de France, et 10 % au premier trimestre 2000 au Crédit Communal de Belgique.
- Au second semestre 1999, le Groupe a pris le contrôle des sociétés BFV SG (Madagascar) et Expressbank (Bulgarie) à hauteur de respectivement de 70 % et 98 %. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale au 31 décembre 1999 et au 30 juin 2000.
- Fin 1999, la Société Générale a cédé sa participation dans SGAM Corporation, société consolidée par intégration globale.
- Depuis le 31 décembre 1999, Asia Credit Ltd, précédemment consolidée par intégration globale, est mise en équivalence, le Groupe ayant ramené sa participation à 36 %.

NOTE 2

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999
Comptes et prêts		
Comptes ordinaires	5 016	3 908
Prêts et comptes au jour le jour	389	861
Prêts et comptes à terme	12 710	13 581
Prêts subordonnés et participatifs	343	3
Valeurs reçues en pension au jour le jour	1	-
Valeurs reçues en pension à terme	412	25
Créances rattachées	480	538
Total brut	19 351	18 916
Provisions pour dépréciation	(292)	(312)
Total net	19 059	18 604
Titres reçus en pension	37 919	49 572
Total	56 978	68 176

NOTE 3

EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE, ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE

(en millions d'euros)

	30 juin 2000				30 juin 1999			
	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total
Portefeuille de transaction	17 873	38 053	19 684	75 610	16 018	36 114	30 212	82 344
Portefeuille de placement :								
Montant brut	4 999	2 710	12 710	20 419	6 916	1 309	7 358	15 583
Provisions	(71)	(101)	(208)	(380)	(18)	(78)	(36)	(132)
Montant net	4 928	2 609 ⁽¹⁾	12 502	20 039	6 898	1 231	7 322	15 451
Portefeuille d'investissement :								
Montant brut	7 988	-	16 593	24 581	11 266	-	22 959	34 225
Provisions	-	-	(4)	(4)	-	-	(13)	(13)
Montant net	7 988	-	16 589	24 577	11 266	-	22 946	34 212
Créances rattachées	250	218	402	870	250	84	533	867
Total	31 039	40 880	49 177	121 096	34 432	37 429	61 013	132 874

(1) Dont actions propres détenues dans le but d'une attribution aux salariés : 168,4 millions d'euros.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES TITRES

(en millions d'euros)

	30 juin 2000
Valeur estimée des titres de placement :	
Plus-values latentes *	146
Résultat latent du portefeuille d'investissement	(38)
Titres d'investissement cédés avant l'échéance ⁽¹⁾	1 638
Titres d'investissements reclassés en portefeuille de placement ⁽¹⁾	2 526

* Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés, le cas échéant, en couverture des titres de placement.

(1) Dans le cadre de la gestion de ses investissements à long terme, le Groupe a décidé de reclasser en titres de placement la partie long terme de son portefeuille d'investissement. Ce reclassement a conduit le Groupe au 30 juin 2000 à enregistrer une provision de 79 millions d'euros sur le portefeuille américain de Mortgage Backed Securities (MBS) en minoration du PNB et de 45 millions d'euros sur le portefeuille d'obligations Brady mexicains inscrite dans la rubrique Gains et pertes sur actifs immobilisés. Par ailleurs, 42 millions d'euros de moins-values ont été dégagés sur les obligations Brady cédées avant leur échéance.

NOTE 4**OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Créances commerciales	4 049		3 802
Autres concours à la clientèle :			
Crédits de trésorerie	38 442		39 317
Crédits à l'exportation	5 451		5 192
Crédits d'équipement	18 626		16 957
Crédits à l'habitat	28 952		26 980
Autres crédits à la clientèle	21 621		20 087
Sous-total	113 092		108 533
Comptes ordinaires débiteurs	12 739		12 275
Créances rattachées	852		840
Total brut	130 732		125 450
Provisions pour dépréciation	(5 634)		(5 772)
Total net	125 098		119 678
Valeurs reçues en pension	311		349
Titres reçus en pension	29 704		21 910
Total	155 113		141 937

NOTE 5**OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION ASSIMILÉES***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Crédit-bail immobilier	4 040		4 120
Crédit-bail mobilier	3 935		3 681
Location avec option d'achat et assimilée	3 148		2 724
Créances rattachées	464		128
Total brut	11 587		10 653
Provisions pour dépréciation	(162)		(154)
Total net	11 425		10 499

NOTE 6**PLACEMENTS NETS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Placement immobilier	112		52
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 162		15 506
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	14 203		8 506
Placements dans entreprises liées et participations	497		453
Actions et autres titres à revenu variable	874		789
Autres placements	403		519
Total	31 251		25 825

NOTE 7

TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES NON CONSOLIDÉES

(en millions d'euros)

	30 juin 2000
Principales entreprises ⁽¹⁾	
0 à 5 %	4 402
BSCH, AGF, Air Liquide, Alcatel, Altadis, Banca Intesa, CGNU, Edison, Lafarge, Dexia, Michelin B, Peugeot SA, Carrefour, Sodexho, Total Fina Elf, Vivendi, Crédit Lyonnais, Accor, Arbed, ONA	
5 à 10 %	136
SFL, Sommer-Allibert	
10 à 20 %	237
Géodis, Crédit Logement	
Sous-total	4 775
Autres	1 098
Montant brut	5 873
Provisions pour dépréciation	(225)
Montant net ⁽²⁾	5 648

(1) Participations supérieures à 30 millions d'euros.

(2) Dont pour les sociétés cotées : valeur nette comptable = 4 710,1 millions d'euros ; valeur boursière = 6 827,1 millions d'euros.

NOTE 8

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en millions d'euros)

	Valeur nette	
	30 juin 2000	30 juin 1999
Immobilisations d'exploitation		
<i>Immobilisations incorporelles</i>		
Frais d'établissement	13	7
Logiciels, frais d'études informatiques	224	186
Autres	192	185
Sous-total	429	378
<i>Immobilisations corporelles</i>		
Terrains et constructions	1 871	1 788
Autres	1 064	1 043
Sous-total	2 935	2 831
Immobilisations hors exploitation ⁽¹⁾		
<i>Immobilisations corporelles</i>		
Terrains et constructions	670	608
Total immobilisations	4 034	3 817

(1) N'incluent pas le portefeuille immobilier patrimonial détenu par les sociétés de financement spécialisé.

NOTE 9**ÉCARTS D'ACQUISITION***(en millions d'euros)*

	30 juin 2000			30 juin 1999		
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net
Écarts d'acquisition actif						
SG Hambros et Rüegg	96	(22)	74	88	(11)	77
Groupe Crédit du Nord	60	(20)	40	59	(18)	41
SG Cowen	90	(19)	71	100	(10)	90
Coutts	70	(8)	62	75	(4)	71
Banca Romana Pentru Dezvoltare	53	(4)	49	53	(1)	52
Autres	247	(87)	160	185	(59)	126
Sous-total	616	(160)	456	560	(103)	457
Écart d'acquisition passif	(63)	24	(39)	(43)	4	(39)
Total net	553	(136)	417	517	(99)	418

NOTE 10**AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION***(en millions d'euros)*

	30 juin	
	2000	1999
Autres actifs		
Débiteurs divers	13 446	8 385
Primes sur instruments conditionnels achetés	36 021	18 076
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	3 284	5 742
Autres emplois divers	639	470
Autres actifs d'assurance	133	150
Sous-total	53 523	32 823
Comptes de régularisation		
Charges payées ou comptabilisées d'avance	390	503
Produits à recevoir	3 190	3 412
Autres comptes de régularisation	9 787	11 050
Sous-total	13 367	14 965
Total brut	66 890	47 788
Provisions pour dépréciation	(191)	(120)
Total net	66 699	47 668

NOTE 11

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999
Dettes à vue		
Dépôts et comptes ordinaires	16 667	19 324
Valeurs données en pension au jour le jour	49	111
Sous-total	16 716	19 435
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	36 055	39 417
Valeurs données en pension à terme	2 637	1 506
Sous-total	38 692	40 923
Dettes rattachées	668	739
Total dettes	56 076	61 097
Titres donnés en pension	28 095	37 131
Total	84 171	98 228

NOTE 12

OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999
Comptes d'épargne à régime spécial		
À vue	15 544	15 951
À terme	21 763	22 012
Sous-total	37 307	37 963
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	17 313	15 733
Particuliers	17 645	15 027
Clientèle financière	6 238	4 760
Autres	3 197	3 250
Sous-total	44 393	38 770
Autres dépôts clientèle à terme		
Sociétés et entrepreneurs individuels	16 895	15 598
Particuliers	7 971	6 880
Clientèle financière	2 068	1 829
Autres	5 858	7 681
Sous-total	32 792	31 988
Dettes rattachées	973	1 036
Total dépôts clientèle	115 465	109 757
Valeurs données en pension à la clientèle	1 889	1 371
Titres donnés en pension à la clientèle	36 208	40 884
Total	153 562	152 012

NOTE 13**DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Bons de caisse	787		1 379
Emprunts obligataires	13 199		14 223
Dettes rattachées	273		311
Sous-total	14 259		15 913
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	41 187		33 792
Total	55 446		49 705

NOTE 14**PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Provisions techniques des contrats en unités de comptes	14 254		8 755
Provisions techniques vie	16 516		16 512
Provisions techniques non-vie	32		1
Provisions pour égalisation	6		4
Total	30 808		25 272

NOTE 15**AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Opérations sur titres			
Dettes sur titres empruntés	7 764		7 634
Autres dettes de titres	32 710		35 289
Sous-total	40 474		42 923
Autres passifs			
Créditeurs divers	9 905		7 634
Primes sur instruments conditionnels vendus	36 961		18 751
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	4 688		5 720
Autres opérations sur titres	54		67
Dettes rattachées	577		166
Autres passifs d'assurance	70		91
Sous-total	52 255		32 429
Comptes de régularisation			
Charges à payer	4 499		4 476
Provision pour impôts différés	507		477
Produits constatés d'avance	923		942
Autres comptes de régularisation	6 700		8 458
Sous-total	12 629		14 353
Total	105 358		89 705

NOTE 16

ANALYSE PAR NATURE DU STOCK DE PROVISIONS

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999	31 décembre 1999
Provisions inscrites en déduction des éléments d'actifs suivants :			
Établissements de crédit	292	312	299
Crédits à la clientèle ⁽¹⁾	5 634	5 772	5 436
Crédit-bail	162	154	153
Autres	205	160	152
Sous-total	6 293	6 398	6 040
Provisions pour risques et charges :			
Provision générale à caractère prudentiel – risques pays (Note 1)	583	576	570
Provision prudentielle Asie	105	278	100
Engagements hors bilan avec les établissements de crédit	–	–	–
Engagements hors bilan avec la clientèle	243	224	278
Autres	1 442	1 623	1 247
Sous-total	2 373	2 701	2 195
Stock de provisions (hors titres) ⁽²⁾	8 666	9 099	8 235
Provisions sur titres	609	395	514
Provision sur placements des sociétés d'assurance	1	3	1
Stock global de provisions	9 276	9 497	8 750

(1) Une analyse de la couverture des risques est présentée dans le rapport de gestion annuel et les principes de constitution des provisions sont décrits dans la partie "Gestion des risques" du rapport financier annuel.

(2) La variation du stock de provisions s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	31.12.1999	Dotations nettes	Autres soldes du compte de résultats*	Provisions utilisées	Change et variations de périmètre	30.06.2000
Provision générale à caractère prudentiel - risques pays	570	–	–	(7)	20	583
Provisions sur risques identifiés:						
Provision prudentielle Asie	100	–	–	–	5	105
Provisions pour risques commerciaux et autres actifs	6 318	241	125	(492)	344	6 536
Provisions pour risques et charges	1 247	57	111	(45)	72	1 442
Sous-total	7 665	298	236	(537)	421	8 083
Total	8 235	298	236	(544)	441	8 666

* L'effet résultat des provisions pour risques et charges (restructuration, MUE, retraites,...) est enregistré par nature dans les soldes du compte de résultats.

NOTE 17

DETTES SUBORDONNÉES

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999
Société Générale		
TSDI	1 913	1 779
Emprunts subordonnés	6 990	6 060
Sous-total	8 903	7 839
Dettes subordonnées à terme		
Filiales	335	387
Dettes rattachées	164	154
Sous-total	499	541
Total	9 402	8 380

NOTE 18**ENGAGEMENTS DONNÉS***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin 1999
Engagements de financement		
en faveur d'établissements de crédit	5 192	6 006
en faveur de la clientèle	84 797	78 014
Total	89 989	84 020
Engagements de garantie		
d'ordre d'établissements de crédit	4 922	2 390
d'ordre de la clientèle	31 044	30 999
Total	35 966	33 389

NOTE 19**ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS***(en millions d'euros)*

	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	2000	Total 30 juin 1999
Opérations fermes				
Opérations sur marchés organisés				
– contrats à terme de taux d'intérêt	352 664	7 912	360 576	495 280
– contrats à terme de change	1 306	–	1 306	2 141
– autres contrats à terme	59 948	693	60 641	40 363
Opérations de gré à gré				
– swaps de taux d'intérêt	2 528 593	80 532	2 609 125	2 095 362
– swaps financiers de devises	48 115	6 184	54 299	44 399
– FRA	409 290	3 394	412 684	612 249
– autres	7 893	762	8 655	16 947
Opérations conditionnelles				
– options de taux d'intérêt	855 793	1 730	857 523	802 000
– options de change	56 629	1 093	57 722	79 407
– options sur actions et indices	768 811	138 687	907 498	215 349
– autres options	54 495	–	54 495	28 462
Total	5 143 537	240 987	5 384 524	4 431 959

Équivalent risque de crédit *(en millions d'euros)*

L'équivalent risque de crédit de ces opérations, déterminé conformément aux méthodes préconisées par le Comité de Bâle pour le calcul du ratio de solvabilité international, s'élève par contrepartie :

	2000	30 juin 1999
– Gouvernements et banques centrales OCDE	230	116
– Établissements de crédit et administrations locales OCDE	14 354	15 154
– Clientèle	7 111	5 943
– Établissements de crédit et banques centrales hors OCDE	368	543
Total (après prise en compte des accords de netting)	22 063	21 756

Les accords de compensation ont réduit l'équivalent risque de crédit de 44 218 millions d'euros au 30 juin 2000 (40 374 millions d'euros au 30 juin 1999).

NOTE 20

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS SUR OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)

	2000	30 juin	1999
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les établissements de crédit	1 277		1 432
Reports/dépôts (montant net)	(43)		(6)
Total produits	1 234		1 426
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les établissements de crédit	(2 104)		(2 247)
Total charges	(2 104)		(2 247)
Titres et valeurs reçus en pension	1 626		1 625
Titres et valeurs donnés en pension	(1 888)		(2 219)
Produits nets d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit	(1 132)		(1 415)

NOTE 21

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)

	2000	30 juin	1999
Créances commerciales	213		228
Autres concours à la clientèle			
– crédits de trésorerie	1 514		1 431
– crédits à l'exportation	314		275
– crédits d'équipement	526		478
– crédits à l'habitat	870		874
– autres crédits à la clientèle	456		395
Sous-total	3 680		3 453
Comptes ordinaires débiteurs	475		353
Reports/dépôts (montant net)	22		28
Total produits	4 390		4 062
Comptes d'épargne à régime spécial	(659)		(715)
Autres dettes envers la clientèle	(1 457)		(1 067)
Total charges	(2 116)		(1 782)
Titres et valeurs reçus en pension	635		433
Titres et valeurs donnés en pension	(1 075)		(865)
Produits nets d'intérêts sur opérations avec la clientèle	1 834		1 848

NOTE 22

PRODUITS NETS SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION

(en millions d'euros)

	2000	30 juin	1999
Crédit-bail immobilier	113		148
Crédit-bail mobilier	141		138
Location avec option d'achat et assimilée	142		126
Total net	396		412

NOTE 23**REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable	22		14
Dividendes sur titres de participation et de filiales non consolidées	117		103
Total	139		117*

* Les dividendes perçus sur portefeuille de trading ont été reclassés en résultat sur opérations financières conformément à la présentation adoptée à partir de l'exercice 1999.

NOTE 24**PRODUITS NETS DES COMMISSIONS***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Produits de commissions sur :			
Opérations avec les établissements de crédit	26		20
Opérations avec la clientèle	524		396
Opérations sur titres	1 266		636
Opérations sur marchés primaires	198		300
Opérations de change et sur instruments financiers	178		158
Engagements de financement et de garantie	181		177
Prestations de services et autres	586		575
Sous-total	2 959		2 262
Charges de commissions sur :			
Opérations avec les établissements de crédit	(37)		(16)
Opérations sur titres	(205)		(99)
Opérations de change et sur instruments financiers	(138)		(120)
Engagements de financement et de garantie	(27)		(33)
Autres	(115)		(78)
Sous-total	(522)		(346)
Total net ⁽¹⁾	2 437		1 916

(1) Par nature, les produits nets de commissions se décomposent comme suit :

	2000	1999
- services bancaires et conseil	870	787
- engagements par signature	153	143
- émissions	198	185
- gestion d'actifs et assurance vie	569	411
- courtage	647	377
- divers	-	13

NOTE 25

RÉSULTAT NET SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES

(en millions d'euros)

	30 juin	
	2000	1999
Résultat net des opérations sur titres de transaction	(267)	110
Résultat sur instruments financiers à terme	2 628	1 136
Résultat net des opérations de change	101	(38)
Sous-total ⁽¹⁾	2 462	1 208
Résultat net sur titres de placement		
Plus-values de cession	149	131
Moins-values de cession	(110)	(39)
Dotation nette aux provisions	(95)	29
Sous-total	(56)	121
Résultat net sur titre de l'activité de portefeuille		
Plus-value de cession sur titre d'activité de portefeuille	4	10
Dotation nette aux provisions sur titre d'activité de portefeuille	4	3
Sous-total	8	13
Total net	2 414	1 342

(1) Les opérations étant enregistrées par nature et non par destination, leurs résultats doivent être appréhendés globalement.

Par ailleurs, il convient de noter que ces résultats n'intègrent ni le coût du refinancement des opérations financières, ni les coupons perçus sur les titres de transaction qui sont classés en produits nets d'intérêts.

En revanche, ils incluent les résultats des opérations de macrocouverture réalisées dans le cadre de la gestion Actif/Passif ainsi que la marge commerciale dégagée soit sur les produits structurés intégrant des instruments financiers à terme, soit sur la distribution de produits complexes.

NOTE 26

MARGE BRUTE DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE

(en millions d'euros)

	30 juin	
	2000	1999
Primes acquises	3 161	1 593
Charges de prestations (y compris variation de provision)	(3 115)	(1 539)
Produits nets des placements financiers	125	103
Autres produits (charges) nets techniques	(120)	(87)
Transfert de charges (frais généraux et commissions)	(1)	(14)
Total	50	56

Les postes sont présentés pour leur montant net des opérations de réassurance.

NOTE 27

PRODUITS NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en millions d'euros)

	30 juin	
	2000	1999
Résultat des opérations de promotions immobilières	15	10
Résultat des investissements immobiliers	37	110
Produits nets des autres activités	12	7
Total	64	127

NOTE 28**FRAIS DE PERSONNEL***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Rémunérations du personnel ⁽¹⁾	(2 129)		(1 764)
Autres charges sociales et fiscales sur rémunérations ⁽¹⁾	(719)		(623)
Participation, intéressement et abondement	(96)		(72)
Total	(2 944)		(2 459)
Effectifs	69 595		65 397
– France	46 284		45 874
– Étranger	23 311		19 523

(1) Dont 940 millions d'euros au 30 juin 2000 au titre de la rémunération variable (644 millions d'euros au 30 juin 1999).

NOTE 29**COÛT DU RISQUE***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Dotations nettes aux provisions sur risques identifiés			
– Provision sur risques identifiés	(298)		(356)
– Provision forfaitaire	–		–
– Pertes non couvertes par provisions et récupérations sur créances amorties	16		(30)
Sous-total	(282)		(386)
Dotation nette aux provisions générales – risques-pays	0		0
Dotations nettes aux provisions sur créances et hors bilan	(282)		(386)

NOTE 30

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)

	% contrôle	Activité	Montant de la participation mise en équivalence	Quote-part du Groupe dans le résultat, après impôt		
				30 juin		Variation
			2000	1999		
Sociétés non financières						
Assurance						
Généras	100,00	Assurance	138	6	13	(7)
Autres						
Sifa	47,07	Société de portefeuille	100	4	4	-
Autres	-		1	-	5	(5)
Sous-total			239	10	22	(12)
Sociétés financières						
Sogeko	39,64	Banque	7	(10)	(2)	(8)
SGMB ⁽¹⁾	51,91	Banque	-	-	4	(4)
ACL	36,05	Banque	0	(3)	-	(3)
SGB Cameroun ⁽¹⁾	43,42	Banque	-	-	2	(2)
SGB Sénégal ⁽¹⁾	50,64	Banque	-	-	2	(2)
Fiditalia Spa (ex-Credit Fiditalia)	50,00	Financements spécialisés	48	4	5	(1)
United Arab Bank	20,00	Banque	20	2	1	1
Autres			18	(2)	(1)	(1)
Sous-total			93	(9)	11	(20)
Total			332	1	33	(32)

(1) Suite à la prise de contrôle par la Société Générale, la société est désormais intégrée globalement.

NOTE 31

GAINS ET PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

(en millions d'euros)

	30 juin	
	2000	1999
Titres d'investissement		
(Moins-values) plus-values nettes de cession	(49)	(23)
Dotations nettes aux provisions	(32)	25
Sous-total	(81)	2
Titres de participation et de filiales		
Plus-values de cession	576	545
Moins-values de cession	(24)	(18)
Dotations nettes aux provisions	20	(9)
Sous-total ⁽¹⁾	572	518
Immobilisations d'exploitation		
Plus-values de cession	17	4
Dotations nettes aux provisions	-	-
Sous-total	17	4
Total net	508	524

(1) Le résultat sur titres de participation et de filiales intègre, au 30 juin 2000, 238 millions d'euros sur cession de titres consolidés (dont Fimatex, 154 millions d'euros, et Crédit du Nord, 88 millions d'euros) et 296 millions d'euros relatifs à l'allègement du portefeuille industriel.

NOTE 32**RÉSULTAT EXCEPTIONNEL***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Produits exceptionnels	8		9
Charges exceptionnelles	(17)		(9)
Total (net)	(9)		0

Le résultat exceptionnel au 30 juin 2000 intègre les ajustements de certaines provisions, notamment celles relatives au fonds de garantie des dépôts et au passage à l'euro fiduciaire. Par ailleurs, une provision a été constituée au titre de la contribution des banques françaises à la création de la Fondation du Souvenir.

NOTE 33**IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES***(en millions d'euros)*

	2000	30 juin	1999
Charge fiscale courante	(796)		(624)
Charge fiscale différée	(9)		(7)
Total ⁽¹⁾	(805)		(631)

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif s'analyse comme suit au 30 juin 2000 :

Résultat avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	2 555
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant les majorations d'impôt)	37,8 %
Différences permanentes	- 0,9 %
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	- 4,5 %
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	- 0,5 %
Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	- 0,4 %
Taux effectif Groupe	31,5 %

NOTE 34

ÉLÉMENTS DE COMPARAISON ENTRE LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PUBLIÉS AU 30 JUIN 1999 ET AU 31 DÉCEMBRE 1999 ET LES ÉTATS FINANCIERS RETRAITÉS

L'application, à compter du 1^{er} janvier 2000, du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable relatif aux règles de la consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière, a conduit à consolider par intégration globale toutes les entreprises sous

contrôle exclusif de la Société Générale dès lors que leur activité se situe dans le prolongement des activités bancaires : l'assurance (vie et non-vie), la promotion immobilière et les autres activités (informatique, location,...).

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)

	30 juin 1999			31 décembre 1999		
	Données publiées	Retraitements	Données retraitées	Données publiées	Retraitements	Données retraitées
ACTIF						
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	5 385	43	5 428	6 684	51	6 735
Créances sur les établissements de crédit	68 381	(205)	68 176	55 198	(189)	55 009
Effets publics et valeurs assimilées	34 432	–	34 432	31 662	–	31 662
Obligations et autres titres à revenu fixe	61 011	2	61 013	57 937	6	57 943
Actions et autres titres à revenu variable	37 329	100	37 429	40 570	94	40 664
Créances sur la clientèle	141 937	–	141 937	143 642	(144)	143 498
Opérations de crédit-bail et de location assimilées	10 146	353	10 499	10 397	662	11 059
Placements des entreprises d'assurance	–	25 825	25 825	–	28 324	28 324
Titres de participation et de filiales non consolidées	3 063	(67)	2 996	3 773	(66)	3 707
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 140	(617)	523	1 265	(688)	577
Immobilisations	3 791	26	3 817	3 856	27	3 883
Écarts d'acquisition actif	457	–	457	451	1	452
Autres actifs et comptes de régularisation	47 080	588	47 668	51 106	926	52 032
Total	414 152	26 048	440 200	406 541	29 004	435 545
PASSIF						
Banques centrales, comptes courants postaux	1 186	49	1 235	451	–	451
Dettes envers les établissements de crédit	98 322	(94)	98 228	87 279	325	87 604
Opérations avec la clientèle	154 092	(2 080)	152 012	157 841	(1 059)	156 782
Dettes représentées par un titre	47 419	2 286	49 705	45 353	1 069	46 422
Provisions techniques des entreprises d'assurance	–	25 272	25 272	–	27 847	27 847
Autres passifs et comptes de régularisation	89 189	516	89 705	90 725	732	91 457
Écart d'acquisition passif	39	–	39	49	–	49
Provisions pour risques et charges	2 623	78	2 701	2 124	71	2 195
Dettes subordonnées	8 365	15	8 380	8 552	16	8 568
Fonds pour risques bancaires généraux	366	–	366	366	–	366
Actions de préférence	775	–	775	796	–	796
Intérêts minoritaires	800	6	806	1 101	3	1 104
Capitaux propres						
Capital	520	–	520	522	–	522
Prime d'émission	3 237	–	3 237	3 263	–	3 263
Actions d'autocontrôle	(162)	–	(162)	(476)	–	(476)
Réserves consolidées	6 100	–	6 100	6 273	–	6 273
Résultat de l'exercice après incidence de l'opération SG Paribas	1 281	–	1 281	2 322	–	2 322
Sous-total	10 976	–	10 976	11 904	–	11 904
Total	414 152	26 048	440 200	406 541	29 004	435 545

HORS BILAN*(en millions d'euros)*

	30 juin 1999			31 décembre 1999		
	Données publiées	Retraitements	Données retraitées	Données publiées	Retraitements	Données retraitées
Engagements de financement donnés	83 919	101	84 020	85 862	823	86 685
Engagements de financement reçus	1 276	3	1 279	7 515	1	7 516
Engagements de garantie donnés	33 371	18	33 389	35 825	240	36 065
Engagements de garantie reçus	17 690	–	17 690	15 900	–	15 900
Titres à recevoir	327 630	(314 283)	13 347	6 869	–	6 869
Titres à livrer	332 910	(316 194)	16 716	10 700	–	10 700
Opérations en devises (actif potentiel)	303 368	–	303 368	271 713	–	271 713
Opérations en devises (passif potentiel)	302 970	–	302 970	269 467	–	269 467
Opérations sur instruments financiers à terme	4 430 309	1 650	4 431 959	4 899 729	2 576	4 902 305
Engagements donnés de l'activité d'assurance	–	165	165	–	231	231
Engagements reçus de l'activité d'assurance	–	71	71	–	73	73

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS*(en millions d'euros)*

	30 juin 1999			31 décembre 1999		
	Données publiées	Retraitements	Données retraitées	Données publiées	Retraitements	Données retraitées
Produit net bancaire	5 691	153	5 844	11 091	318	11 409
Résultat brut d'exploitation	1 726	69	1 795	3 080	45	3 125
Résultat d'exploitation	1 319	90	1 409	2 307	95	2 402
Résultat courant avant impôt	1 938	28	1 966	3 297	105	3 402
Résultat net avant incidence de l'opération SG Paribas	1 317	(2)	1 315	2 072	(6)	2 066
Résultat net part du Groupe avant incidence de l'opération SG Paribas	1 281	–	1 281	1 980	–	1 980
Provision SG Paribas nette des coûts de l'OPE	–	–	–	342	–	342
Résultat net part du Groupe après incidence de l'opération SG Paribas	1 281	–	1 281	2 322	–	2 322

NOTE 35

ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

BILANS SOCIAUX

ACTIF

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999*	31 décembre 1999*
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	4 413	3 831	4 973
Créances sur les établissements de crédit	69 922	73 682	61 101
Effets publics et valeurs assimilées	25 619	26 792	25 726
Obligations et autres titres à revenu fixe	42 244	40 225	43 182
Actions et autres titres à revenu variable	31 563	25 801	34 722
Opérations avec la clientèle	108 930	103 748	103 025
Opérations de crédit-bail et de location assimilées	231	282	235
Participations et parts dans les entreprises liées	13 112	11 536	12 703
Immobilisations corporelles et incorporelles	938	942	936
Autres actifs et comptes de régularisation	89 926	58 456	84 012
Total	386 898	345 295	370 615

PASSIF

(en millions d'euros)

	2000	30 juin 1999*	31 décembre 1999*
Banques centrales, comptes courants postaux	1 931	1 063	246
Dettes envers les établissements de crédit	84 626	97 162	84 831
Opérations avec la clientèle	107 468	103 499	108 876
Dettes représentées par un titre	54 830	45 860	47 253
Autres passifs et comptes de régularisation	114 918	77 675	109 020
Provisions pour risques et charges	1 955	2 225	1 789
Dettes subordonnées	9 569	7 976	8 259
Fonds pour risques bancaires généraux	366	366	366
Capitaux propres			
Capital souscrit	529	519	522
Primes d'émission	5 063	4 822	4 848
Réserves et report à nouveau	3 981	2 979	2 960
Résultat de l'exercice	1 662	1 149	1 645
Sous-total	11 235	9 469	9 975
Total	386 898	345 295	370 615

HORS BILAN

	2000	30 juin 1999*	31 décembre 1999*
Engagements reçus			
Engagements de financement	1 709	1 621	4 564
Engagements de garantie	17 250	15 483	13 977
Engagements reçus sur titres	7 772	11 902	4 899
Opérations en devises	278 139	277 755	244 984
Engagements donnés			
Engagements de financement	75 398	69 487	71 966
Engagements de garantie	52 887	51 195	50 781
Engagements donnés sur titres	6 729	9 107	3 460
Opérations en devises	277 761	278 137	246 966
Engagements sur instruments financiers à terme	5 587 898	4 985 153	5 060 056

*Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

COMPTES DE RÉSULTATS SOCIAUX

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Année 1999*
	2000	1999*	
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	1 753	2 263	3 246
Produits nets des commissions	929	916	1 721
Résultat net des opérations financières	1 826	780	1 929
Autres produits nets d'exploitation	177	117	228
Produit net bancaire	4 685	4 076	7 124
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	(2 765)	(2 480)	(4 872)
Résultat brut d'exploitation	1 920	1 596	2 252
Coût du risque	(209)	(251)	(571)
Résultat d'exploitation	1 711	1 345	1 681
Gains et pertes sur actifs immobilisés	(40)	(212)	(112)
Résultat courant avant impôt	1 671	1 133	1 569
Résultat exceptionnel	(4)	–	(204)
Impôt sur les bénéfices	(5)	16	(68)
Résultat net avant incidence de l'opération SG Paribas	1 662	1 149	1 297
Quote-part SG dans la provision SG Paribas nette des coûts de l'OPE	–	–	348
Résultat net après incidence de l'opération SG Paribas	1 662	1 149	1 645

*Montants retraités par rapport à la présentation adoptée dans les rapports 1999 pour intégrer les conséquences de l'application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	Au 31.12.1999	Bénéfice 1999 non distribué	Distribution de dividendes	Augmentation de capital (1)	Autres mouvements	Au 30.06.2000
Capital ⁽¹⁾	522	–	–	7	–	529
Primes d'émission et de fusion	4 848	–	–	216	(1)	5 063
Réserves et report à nouveau	2 960	1 022	–	–	(1)	3 981
Résultat de l'exercice	1 645	(1 022)	(623)	–	1 662	1 662
Situation nette	9 975	–	(623)	223	1 660	11 235
Fonds pour risques bancaires généraux	366	–	–	–	–	366
Capitaux propres	10 341	–	(623)	223	1 660	11 601

(1) Au 30 juin 2000, le capital de la Société Générale entièrement libéré s'élève à 528 749 122 euros et se compose de 422 999 298 actions d'une valeur nominale de 1,25 euro suite à la division du nominal de l'action par 4.

La Société Générale a procédé sur le 1^{er} semestre 2000 aux augmentations de capital suivantes, représentant un total de 7,1 millions d'euros assorties d'une prime d'émission de 215,7 millions d'euros :

- 6,7 millions d'euros souscrits par les salariés adhérents au Plan d'épargne d'entreprise avec une prime d'émission de 210,7 millions d'euros,
- 0,4 million d'euros résultant de l'exercice par les salariés d'options attribuées par le Conseil d'administration assortis d'une prime d'émission de 5 millions d'euros.

NOTES ANNEXES

Les principes comptables applicables aux comptes sociaux sont décrits dans la Note 1 des comptes consolidés.

Dans le cadre de la gestion de ses investissements à long terme, la Société Générale a décidé de reclasser en portefeuille de placement la partie du portefeuille d'investissement américain de Mortgage-Backed Securities (MBS) dont l'échéance contractuelle des prêts sous-jacents est à plus de dix ans.

La Société Générale a enregistré une provision pour dépréciation de 48 millions d'euros au 30 juin 2000 à la suite de ce reclassement comptable. De même, elle a décidé de céder l'ensemble de son portefeuille de bonds Brady mexicains. Cette décision a conduit la banque à constater une charge de 87 millions d'euros (dont 45 millions d'euros sous forme de provision) sur le premier semestre 2000.

Dans la mesure où le Groupe avait l'intention et les moyens de détenir ces titres jusqu'à leur échéance et où les critères de classement de ces titres en portefeuille d'investissement étaient ainsi respectés à son niveau, le Groupe avait considéré au 31 décembre 1999 que ces titres pouvaient être maintenus en portefeuille d'investissement dans les comptes consolidés et qu'une différence de traitement de ces titres entre les comptes individuels et les comptes consolidés n'aurait pas donné une image fidèle de la situation financière de la Société Générale personne morale. En application de l'article 9 du Code de commerce, cette dernière a donc décidé de déroger aux principes comptables français dans les comptes individuels au 31 décembre 1999.

Si la société avait dès le 31 décembre 1999 reclassé la partie du portefeuille d'investissement nécessaire pour assurer sa couverture en liquidité au niveau social, elle aurait procédé au reclassement de 910 millions d'euros de MBS et 568 millions d'euros de bonds Brady dans ses comptes individuels et constaté, à ce titre, une provision pour dépréciation de respectivement 54 millions d'euros et 105 millions d'euros.

NOTE 36

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Pays	Méthode IG : intégration globale ME : mise en équivalence	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			Juin 2000	Décembre 1999	Juin 2000	Décembre 1999
FRANCE						
Banques						
Calif	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génébanque	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG de Banque aux Antilles	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Calédonienne de Banque	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Banque de Polynésie	France	IG	80,00	80,00	80,00	80,00
Barep	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogéna1 (1)	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit du Nord (1)	France	IG	80,00	90,00	80,00	90,00
Sociétés financières						
Barep Gestion	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SGOP	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SGAM Finance	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
IEC	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Asset Management	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Structured Asset Management	France	IG	99,99	99,99	99,99	99,99
Financements spécialisés						
Airbail	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogexter	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bull Finance	France	IG	51,35	51,35	51,35	51,35
Franfinance	France	IG	99,99	99,99	99,99	99,99
Sofinabail	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Franfinance Location	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
Diebold Computer Leasing	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
DC2L	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogéfinerg	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génécal	France	IG	66,48	64,14	66,08	64,14
Solocvi	France	IG	60,00	60,00	60,00	60,00
Sofinauto	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sofrafi	France	IG	60,00	60,00	60,00	60,00
Cofranteg	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génécomi	France	IG	72,43	72,43	72,43	72,43
Sogéfimur	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Compagnie Générale de Location d'Equipements (1)	France	IG	84,57	84,57	84,57	84,57
Sogéfinancement	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SCP Clémence	France	IG	90,00	90,00	90,00	90,00
SCP Philibert	France	IG	90,00	90,00	90,00	90,00
SCP Cygne	France	IG	90,00	90,00	90,00	90,00
SCP de la Prose	France	IG	90,00	90,00	90,00	90,00
SCP Muscade	France	IG	90,00	90,00	90,00	90,00
SCP Salomé	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
FCC ELEC	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease France	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fenwick Lease	France	ME	49,41	49,41	49,41	49,41
Temsys (1) (5)	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de portefeuille						
SCA Valides (2)	France	IG	100,00	–	100,00	–
Sogéplus	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Aurelec	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Cargest (3)	France	IG	–	100,00	–	100,00
Cofragir	France	IG	50,01	50,01	50,01	50,01
Généfitec	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SCI Foncière Défense	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
Sté Rue Edouard-VII	France	IG	99,91	99,91	99,91	99,91
SGOP Holding	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Finareg	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Pays	Méthode IG : intégration globale ME : mise en équivalence	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			Juin 2000	Décembre 1999	Juin 2000	Décembre 1999
			Fonvalor	France	IG	50,01
Finecorp	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Généplus	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Geforpat	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Libécap	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Géné Act 1	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sivalparts	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Patriges Villiers	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogéparts	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Généval	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Geninfo	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Capital Développement	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Généfinance	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Salvépar	France	IG	51,42	51,42	51,42	51,42
Valminco	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Vouric	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Généinvestissement	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogéfim	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SHTV Holding	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sifa	France	ME	47,07	47,07	47,07	47,07
Soginnove ⁽⁵⁾	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de courtage						
SG Euro CT	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Securities Paris (ex-SGE Delahaye)	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Delahaye Générale Options	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fimat SNC	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fimat Banque	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fimatex	France	IG	74,97	100,00	74,97	100,00
SG Énergie ^{(1) (5)}	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés foncières et de financement immobilier						
Alorfim ⁽³⁾	France	IG	–	100,00	–	100,00
SA Antin IV ⁽³⁾	France	IG	–	100,00	–	100,00
Sogébaïl	France	IG	51,45	57,57	64,08	65,09
Génécommerce	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Société Foncière Les Miroirs (ex-Géninfo)	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Généfim	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SIFP	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Financière Michelet	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SFCC	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Mandilac SARL ⁽³⁾	France	IG	–	100,00	–	100,00
SCA Paris-Trocadéro	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Patriges Le Levant	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Patriges Le Cardinet	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Paris Espace Activités	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Patriges Grace Church	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Partifa	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Paris Espace Hôtel	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Patriges Cap d'Aïl	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Immobilier Général	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Généfimm	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogéprom ⁽⁵⁾	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SI Noailles Immobilière ⁽³⁾	France	ME	–	99,97	–	99,97
Sociétés de service						
CGA	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Parel	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Socogéfi	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogefilia ⁽³⁾	France	IG	–	100,00	–	100,00
ECS ^{(1) (5)}	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Pays	Méthode IG: intégration globale ME: mise en équivalence	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			Juin 2000	Décembre 1999	Juin 2000	Décembre 1999
Immobilier d'exploitation						
Sogéfontenay	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 1	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Soginfo	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SC Alicante 2000	France	IG	71,52	71,52	100,00	100,00
SC Chassagne 2000	France	IG	71,52	71,52	100,00	100,00
Eléaparts	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 3	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génévalmy	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Colline Sud	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 2	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
CFM	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SCI Opéra 72	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
SI 29 Haussmann	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génégis 1	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génégis 2	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
STIP	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
Valminvest	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 4	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Assurances						
Sogécap ⁽⁵⁾	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génécar ⁽⁵⁾	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogessur ⁽⁵⁾	France	IG	65,00	65,00	65,00	65,00
EUROPE						
Banques						
SG Vostok	Russie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Société Générale Cyprus Ltd	Chypre	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
SG Banka ⁽³⁾	Rép. tchèque	IG	-	100,00	-	100,00
SG Ukraine ⁽³⁾	Ukraine	IG	-	100,00	-	100,00
Banca Ljubljana	Slovénie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Hambros Bank Limited ⁽¹⁾	Grande-Bretagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Bank Nederland NV	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Hungaria Bank RT	Hongrie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Banca Romana Pentru Devzvoltare	Roumanie	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
SG Yougoslav Bank ⁽³⁾	Yougoslavie	ME	-	70,00	-	70,00
SGBT Luxembourg ⁽¹⁾	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Expressbank	Bulgarie	IG	97,95	97,95	97,95	97,95
Sociétés financières						
SG Acceptance	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Investment UK Ltd ⁽¹⁾	Grande-Bretagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogen Finance Luxembourg	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Asset Management Group Ltd ⁽¹⁾	Grande-Bretagne	IG	70,00	70,00	70,00	70,00
SG Securities London ⁽⁶⁾	Grande-Bretagne	IG	100,00	-	100,00	-
SG Finance Ireland	Irlande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Effekten	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Securities Madrid (ex-SG Valores SVB)	Espagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bettina	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Financial Product Cyprus	Chypre	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Intergef SA ⁽³⁾	Suisse	ME	-	100,00	-	100,00
Intersoge ⁽⁵⁾	Suisse	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Financements spécialisés						
Sogelease Deutschland	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease Leasing	Autriche	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease Italia	Italie	IG	99,88	99,88	100,00	100,00
Sogelease BV Nederland	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogen Finanziaria SpA	Italie	IG	97,83	97,83	100,00	100,00
Fiditalia Spa (ex-Credit Fiditalia Spa) ⁽¹⁾	Italie	ME	50,00	50,00	50,00	50,00

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Pays	Méthode IG: intégration globale ME: mise en équivalence	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			Juin 2000	Décembre 1999	Juin 2000	Décembre 1999
Société de courtage						
Fimat Futures Zurich AC	Suisse	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés foncières						
Dennington Champs-Élysées BV ⁽¹⁾	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Realia	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Assurance						
Généras	Luxembourg	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelife (ex-Sogélux Vie) ⁽⁵⁾	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT						
Banques						
Sogéliiban	Liban	IG	50,00	50,00	50,00	50,00
National SG Bank SAE	Egypte	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
BFV-SG (Madagascar)	Madagascar	IG	70,00	70,00	70,00	70,00
United Arab Bank	Émirats Arabes Unis	ME	20,00	20,00	20,00	20,00
SG Marocaine de Banques ⁽⁴⁾	Maroc	IG	51,91	48,90	51,91	48,90
SGB Cameroun ⁽⁴⁾	Cameroun	IG	43,42	43,42	43,42	43,42
SG Banques en Côte-d'Ivoire ^{(1) (4)}	Côte-d'Ivoire	IG	54,77	47,36	54,77	47,36
SG Banques au Sénégal ⁽⁴⁾	Sénégal	IG	50,64	43,50	50,64	43,50
Financements spécialisés						
Sogelease Maroc ⁽⁴⁾	Maroc	IG	71,15	69,34	100,00	40,00
Société de courtage						
Frankel Pollak Investment Holding ^{(1) (3)}	Afrique du Sud	IG	-	51,00	-	51,00
AMÉRIQUE						
Banques						
Banco Sogéral ⁽¹⁾	Brésil	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Canada ⁽¹⁾	Canada	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Mexico ⁽³⁾	Mexique	IG	-	100,00	-	100,00
SG Cowen Securities (ex-Sogen Securities)	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogener	Brésil	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Banco Supervielle SG	Argentine	IG	98,81	98,81	98,81	98,81
Sociétés financières						
SG Cowen Asset Management ⁽²⁾	États-Unis	IG	100,00	-	100,00	-
SG North America	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Socgen Real Estate New York City	États-Unis	IG	50,31	50,31	100,00	100,00
SG Preferred Capital LLC ⁽²⁾	États-Unis	IG	100,00	-	100,00	-
SG Capital Trust ⁽²⁾	États-Unis	IG	100,00	-	100,00	-
SG Americas Inc	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Triumph Capital Management Holding ⁽¹⁾	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de courtage						
Fimat Futures Inc. Chicago	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fimat Derivatives Canada Inc.	Canada	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Financements spécialisés						
SG Financial Corporation ⁽¹⁾	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Surzur Overseas Ltd	Îles Caïmans	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de portefeuille						
Sofital	Argentine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Participaciones	Argentine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Valorban	Argentine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Pays	Méthode IG: intégration globale ME: mise en équivalence	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			Juin 2000	Décembre 1999	Juin 2000	Décembre 1999
ASIE ET OCÉANIE						
Banques						
SG Australia Holdings ⁽¹⁾	Australie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bank SG Indonesia	Indonésie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Securities North Pacific	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés financières						
Asia Credit Ltd ⁽¹⁾	Thaïlande	ME	36,05	36,05	36,05	36,05
SG Singapore Merchant Bank	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Société Générale Asia Ltd	Hong-Kong	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Yamaïchi Asset Management ⁽¹⁾	Japon	IG	85,00	85,00	85,00	85,00
Shanghai Associated Finance Ltd ⁽³⁾	Chine	ME	–	50,00	–	50,00
Sogeko	Corée du Sud	ME	39,64	39,64	39,64	39,64
Financements spécialisés						
PT Sogelease Indonesia	Indonésie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease Japan	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease Malaysia ⁽¹⁾	Malaisie	IG	50,00	50,00	50,00	50,00
Trilease International Ltd ^{(1) (3)}	Hong-Kong	ME	–	40,00	–	40,00
Sociétés de portefeuille						
SG Asset Management North Pacific	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Asia Investment Ltd	Hong-Kong	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Thai Franco Enterprise Cy Ltd	Thaïlande	ME	49,00	49,00	82,50	82,50
SG Thailand Holding Ltd	Hong-Kong	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de courtage						
Fimat Asia	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Securities Asia Int. Holdings (ex-Socgen Crosby) ⁽¹⁾	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fimat Futures Hong-Kong	Hong-Kong	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

(1) Société pratiquant une sous-consolidation.

(2) Société entrée dans le périmètre de consolidation sur le premier semestre 2000.

(3) Société déconsolidée sur le premier semestre 2000.

(4) Changement de méthode de consolidation.

(5) Sociétés intégrées globalement suite à l'application des nouvelles normes de consolidation.

(6) La société SG Securities London était auparavant sous-consolidée au sein de SG Investment UK.

Rapport d'examen limité des Commissaires aux comptes

sur la situation intermédiaire et attestation de sincérité du rapport semestriel

Exercice clos le 30 juin 2000

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la Société Générale,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la Société Générale, nous avons effectué un examen limité des comptes semestriels consolidés, établis en euros, couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2000, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes semestriels consolidés.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés, établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, à la fin de cette période.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1 et 34 de l'annexe qui exposent les changements de méthode comptable résultant de l'application des nouvelles règles de consolidation définies par le règlement 99-07 du Comité de la réglementation comptable.

Par ailleurs, en application des dispositions prévues par l'article 341-1 de la loi du 24 juillet 1966, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel venant compléter les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations données dans ce rapport semestriel.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 3 août 2000

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ARTHUR ANDERSEN



Philippe Peuch-Lestrade

ERNST & YOUNG Audit



Christian Mouillon

Comité consultatif des actionnaires

au 30 juin 2000

M. Jean-Louis Baduel

Mme Anne-Marie Berrette

Mme Florence Klein-Bourdon

M. Michel Cosson

M. Laurent de Sayve

M. Jean Guérin

M. Pascal Lainé

M. Robert Luginbuhl

M. Alexandre Nedjar

Mme Sylvie Owen

Mme Brigitte Reech

M. Marcel Tixier

M. François Wormser

M. Norbert Worum

Vos interlocuteurs

Sites internet

Portail général du Groupe : www.socgen.com
Informations actionnaires : www.ir.socgen.com

Relations avec les actionnaires

Numéro vert Actionnaires : 0 800 850 820

Jean Canesi
Télécopie : 01 42 14 38 28
E-mail : jean.canesi@socgen.com

Relations avec les investisseurs institutionnels

Téléphone : 01 42 14 47 72
Télécopie : 01 42 13 00 22
E-mail : investor.relations@socgen.com

Gilles Bazy-Sire
Téléphone : 01 42 14 01 97

Pierre-Guillaume de Pompignan
Téléphone : 01 42 14 54 78

Valérie Bompard
Téléphone : 01 42 14 36 93

Stephen Peak
Téléphone : 01 42 13 11 44

Carole Noël
Téléphone : 01 42 14 47 72

Relations presse

Henri Maus de Rolley
Téléphone : 01 42 14 36 73
E-mail : henri.maus-de-rolley@socgen.com

Joelle Rosello
Téléphone : 01 42 14 58 39
E-mail : joelle.rosello@socgen.com

Stéphanie Carson-Parker
Téléphone : 01 42 14 95 77
E-mail : stephanie.carson-parker@socgen.com

Télécopie : 01 42 14 28 98

Création : Printel – Laurent Borderie
Réalisation : Printel, Éditeur-Conseil à Paris

Crédits photos :
Photothèque Société Générale : Florence Daudé,
Pierre Villard/Sipa Press, Valérie Winckler/Rapho

Direction de la Communication
Tour Société Générale
92972 Paris – La Défense Cedex

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Siège social : 29, boulevard Haussmann – 75009 Paris
Téléphone : 01 42 14 20 00

Société anonyme fondée en 1864 – Capital : 528 749 122,50 euros
552 120 222 RCS Paris

